



*forum* 

**FINANCE**

**Durable**

**1<sup>er</sup> & 2 NOVEMBRE 2023**



**Rapport sommaire  
et recommandations**



## Co-organisateurs

---



Canadian  
CED Network  
Réseau canadien  
de DÉC



Ryan  
**TURNBULL**  
Member of Parliament for Whitby

## Merci à nos commanditaires

---

**Vancity**



**Desjardins**



**co-operators**

**ADDENDA**  
CAPITAL



# Introduction

---

par Ryan Turnbull

Ce fut un véritable honneur de présider le comité consultatif du Forum sur la finance durable et de travailler ensemble pour planifier et faire du Forum de cette année un succès.

Au cours de notre temps ensemble pendant les deux jours du Forum sur la finance durable 2023 les 1ers et 2 novembre 2023, plus de 600 leaders de l'industrie et de la communauté, responsables politiques, élues et élus ont participé à des discussions instructives, partagé des pratiques exemplaires et exploré des solutions innovatrices afin de faire croître une économie durable et inclusive.

Le Forum a mobilisé une gamme sans précédent d'oratrices et d'orateurs incluant tant le premier ministre que la vice-première ministre et ministre des Finances sur des sujets tels que les changements climatiques, l'approvisionnement durable, le logement abordable, l'économie circulaire, les systèmes alimentaires durables et encore plus.

Alors que je réfléchis aux discussions et aux échanges qui ont eu lieu, il est clair pour moi que nos efforts collectifs ont généré des perspectives précieuses et des recommandations réalisables importantes. Le document Rapport sommaire et recommandations présente les thèmes clés et les résultats de nos délibérations, et sert de feuille de route pour faire progresser le programme de la finance durable dans les années à venir.

Au cœur de ce rapport, il y a la reconnaissance du besoin urgent d'accélérer la transition vers une économie mondiale plus durable et résiliente. De la nécessité de la décarbonisation à l'importance de la promotion de l'inclusion et de l'équité sociale, nos discussions ont souligné la nature interreliée des défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels nous faisons face alors que nous avançons.

La demande pour une plus grande collaboration et des partenariats entre les parties prenantes des secteurs public, privé et de bénéfice communautaire sont au cœur de nos recommandations. En travaillant ensemble dans un esprit d'objectif partagé et de respect réciproque, nous pouvons débloquent de nouvelles occasions d'innovation et favoriser des progrès significatifs vers nos objectifs durables.

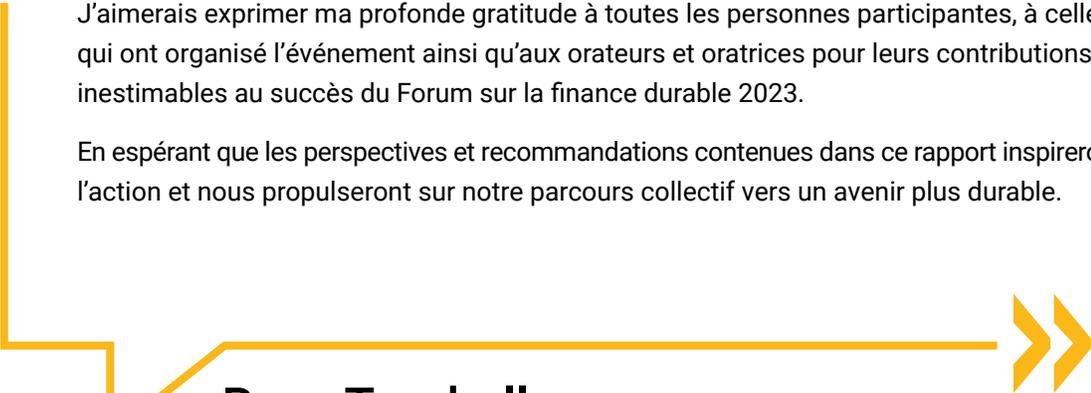
En outre, nos recommandations soulignent l'importance de tirer profit des mécanismes et incitatifs financiers afin d'accélérer les changements positifs. Des stratégies d'investissement durable aux produits financiers innovateurs, nous avons identifié une gamme d'outils et d'approches qui ont le potentiel de mobiliser des capitaux à l'échelle en appui aux objectifs de durabilité.

Dans une large mesure, notre rapport souligne aussi la nécessité d'avoir des cadres politiques robustes qui donnent de la clarté, de la consistance et de la certitude à long terme aux investisseurs et aux entreprises. En créant un environnement favorable à la finance durable, les gouvernements et les organismes de réglementation peuvent faciliter la transition vers une économie faible en carbone et inclusive tout en sauvegardant la stabilité financière et la résilience.

Alors que nous amorçons la prochaine phase de notre cheminement vers un avenir plus durable, demeurons guidés par les principes de la collaboration, de l'innovation et de la responsabilité partagée. Ensemble, nous avons le pouvoir de stimuler des changements transformateurs et de créer un monde qui est prospère, équitable et durable sur le plan environnemental pour les générations futures.

J'aimerais exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes participantes, à celles qui ont organisé l'événement ainsi qu'aux orateurs et oratrices pour leurs contributions inestimables au succès du Forum sur la finance durable 2023.

En espérant que les perspectives et recommandations contenues dans ce rapport inspireront l'action et nous propulseront sur notre parcours collectif vers un avenir plus durable.



**Ryan Turnbull,  
Secrétaire parlementaire au  
ministre de l'Innovation, des  
Sciences et de l'Industrie**

# Introduction

par Mike Toye

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) était ravi d'accueillir le Forum sur la finance durable 2023.

En cette période de crises sociales et écologiques urgentes, la finance durable et sociale offre des avenues prometteuses pour réorienter les systèmes économiques vers davantage d'équité, de résilience et d'inclusion pour aujourd'hui et pour l'avenir.

Depuis 25 ans, le RCDÉC fait le pont entre des personnes et des mesures concrètes pour créer des économies locales inclusives et durables à travers le Canada. Les membres du RCDÉC et d'autres personnes qui œuvrent au sein de l'économie sociale solidaire comme les coopératives, les coopératives financières, les entreprises sociales ainsi que les organisations à vocation sociale menées par des Autochtones, des personnes noires et des femmes démontrent depuis longtemps avec succès des alternatives.

Faire progresser les systèmes financiers pour accélérer leur croissance et leur succès est plus nécessaire aujourd'hui que jamais auparavant. Ce rapport atteste de la contribution du Forum sur la finance durable à ce progrès en rassemblant plus de 600 leaders de l'industrie et des communautés, responsables politiques, élues et élus afin d'aligner les politiques et la pratique et d'intensifier les solutions qui fonctionnent.

Merci à toutes les personnes qui ont fait de cet événement un si grand succès. Ce fut vraiment un travail de collaboration intersectoriel qui reflète le mouvement croissant qui exige un changement urgent et durable.



**Michael Toye**  
Directeur général, RCDÉC



# Comité consultatif

---

## du Forum sur la finance durable 2023

Merci aux personnes suivantes qui ont soutenu la planification du Forum en participant au comité consultatif.

**Namendra Anand**, Directeur, Stratégie d'affaires et Investissement d'impact, Metro Vancouver Zero Emissions Innovation Centre

**Kathy Bardswick**, Présidente, Conseil d'action en matière de finance durable

**Roger Beauchemin**, Président et chef de la direction, Addenda Capital

**Victor Beausoleil**, Directeur général, Social Economy through Social Inclusion

**Daniel Brunette**, Directeur principal, Affaires externes, Coopératives et mutuelles Canada

**Mark Carney**, Envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et le financement

**Tom Chervinsky**, Affaires externes et Capitalisme social, TELUS

**Alex Cool Fergus**, Directrice, Politiques nationales, Réseau action climat Canada

**Lauren Dobell**, Boann Impact Social

**Sagal Dualeh**, Directrice principale, Fondation canadienne des femmes

**Glenn Ewald**, Directeur, Relations avec le gouvernement et les parties prenantes, Vancity

**Jocelyn Formsma**, Directrice générale, Association nationale des Centres d'amitié

**Marisol Fornoni**, Gestionnaire des partenariats, Programme de préparation à l'investissement, Réseau canadien de DÉC

**Christelle François**, Présidente du conseil d'administration, Table des praticiens de l'investissement d'impact

**Tim Fuchs**, Directeur des affaires publiques, IKEA Canada

**L'honorable Rosa Galvez**, Sénatrice du Québec

**Alex Gray**, Directeur principal, Politique fiscale et services financiers, Chambre de Commerce du Canada

**Shady Hafez**, Gestionnaire de programme, Association nationale des Centres d'amitié

**Andrea Harris**, Vice-présidente, Stratégie d'impact, Vancity

**Toby Heaps**, PDG, Corporate Knights



**Jerry Koh**, Responsable de l'impact, Labo Pouvoirs Innovants

**Sonia Li**, Directrice, L'Initiative canadienne de droit climatique

**Matthew Lombardi**, Directeur, Fonds pollinisateur de TELUS pour un monde meilleur

**Elizabeth Milan**, Directrice des politiques, Réseau canadien de DÉC

**John Nelson**, Directeur, Innovation Hub, Université Carleton

**Andrea Nemtin**, PDG, Social Innovation Canada

**Isaac Olowolafe**, Fondateur et partenaire général, Dream Maker Ventures

**L'honorable Ratna Omidvar**, Sénatrice de l'Ontario

**Lili-Anna Pereša**, Présidente-directrice générale, Fondation McConnell

**Tracey Robertson**, Chef, Innovation, Fondation Trillium de l'Ontario

**Maya Saryyeva**, Directrice associée, Institute for Sustainable Finance, Queens University

**Matthew Seddon**, Directeur, Affaires gouvernementales mondiales et Politique publique, Sunlife

**Julie Segal**, Gestionnaire principale des programmes, Finance climatique, Environmental Defense

**Charles-Antoine St Jean**, Président, Canadian Sustainability Standards Board

**Ralph Torrie**, Directeur de la Recherche, Corporate Knights

**Michael Toye**, Directeur général, Réseau canadien de DÉC.

**Ryan Turnbull**, Député, Whitby, Président du caucus d'innovation sociale et de finance sociale

**Muska Ulhaq**, Directrice de la programmation, Social Innovation Canada

**David Watson**, Directeur associé, Communications, Institute for Sustainable Finance, Université Queens



## Forum sur la finance durable 2023

# Sommaire

Le Forum sur la finance durable 2023 a rassemblé des décideurs, des décideuses et des leaders de l'industrie de la finance afin d'identifier les changements de politiques qui sont nécessaires pour populariser la finance durable au Canada, et d'illustrer l'urgence de la mise en œuvre de ces changements.

Avec une croissance de 300 % de la participation comparativement à l'année précédente, le Forum a démontré un soutien généralisé pour ce dialogue national, et a souligné l'importance de la mobilisation de la finance comme stratégie essentielle et puissante afin de faire croître une économie durable et inclusive.

La finance sociale intègre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les services financiers et les décisions en matière d'investissement. Cette approche vise à assurer des retours financiers à long terme et adresse certains des défis mondiaux les plus urgents, incluant les changements climatiques, l'inégalité sociale et la perte de biodiversité. La finance durable vise la réorientation des investissements nécessaires pour combattre les changements climatiques par l'investissement dans la résilience, les énergies renouvelables, les projets de conservation et d'autres initiatives afin de faire la transition vers la carboneutralité. Puisqu'elle cible l'équité sociale, la finance durable peut aider à réduire les inégalités de revenu, de soins de santé, d'éducation et d'occasions d'emploi en contribuant à une société plus équitable. En dernier lieu, en incorporant des pratiques de gouvernance, la finance durable s'assure que les entreprises et les institutions financières élargissent leurs objectifs afin d'inclure des normes éthiques ainsi que le bien-être sociétal et environnemental. Tous ces éléments sont nécessaires pour faire la transition vers un système économique équitable, résilient et inclusif.

Le Forum de 2023 a fait ressortir le besoin urgent d'avoir l'architecture politique et financière nécessaire afin de faire croître les solutions innovatrices qui existent déjà à

travers le Canada. Celles-ci incluent une taxonomie claire, une transparence dans la divulgation, les bons verts, les bons sociaux, les investissements avec impact et la participation active des secteurs public et privé dans des initiatives climatiques et sociales.

Les discussions étaient axées sur l'amélioration de la transparence et de la responsabilité au sein du système financier, en harmonisant les normes pour les rapports en matière de durabilité et le rôle de la politique publique pour favoriser et réglementer le transfert vers la finance durable.

La collaboration entre les secteurs a aussi été mise en lumière comme étant essentielle. Les gouvernements, les institutions financières, les organisations à vocation sociale et le secteur privé doivent travailler ensemble afin d'aligner les flux financiers à des résultats durables. Cet effort collaboratif atténue les risques associés aux changements climatiques et à l'inégalité sociale et déverrouille les occasions présentées par

le développement durable.

Les applications d'un marché financier durable en croissance sont vastes. Les séances du Forum ont touché des problématiques variant du rôle du leadership autochtone pour stimuler l'économie sociale et les efforts de réconciliation, à l'attaque d'obstacles auxquels les communautés marginalisées font face pour obtenir du financement, aux nouveaux modèles de logement abordable et d'économie circulaire, à l'amélioration des réserves d'aliments sains et abordables et au changement des pratiques en matière d'approvisionnement.

Le Forum sur la finance durable 2023 a été un catalyseur pour le dialogue et les actions nécessaires afin d'accélérer la transition vers des investissements et du commerce durables.

Les liens et les perspectives générés au cours des deux jours ont créé de nouvelles occasions d'innovation et de collaboration et un élan renforcé pour un avenir durable, équitable et prospère.





## L'hon. Premier ministre Justin Trudeau

Mes amies, je suis ravi d'être ici avec vous aujourd'hui. Je sais que les ministres Sudds et Valdez sont ici. Le ministre Fraser participera au panel sur le logement plus tard aujourd'hui, et plusieurs autres ministres ont pris la parole hier.

De voir autant de personnes ici aujourd'hui, qu'elles soient leaders de diverses organisations ou des personnes qui travaillent fort dans nos communautés, démontre comment nous nous soucions du futur de notre pays. Lorsque nous parlons de finance durable et de finance sociale, nous parlons d'améliorer la vie des personnes. Je dis souvent que la promesse du Canada est que chaque génération peut viser encore plus haut que la précédente. Eh bien, notre gouvernement travaille vraiment fort chaque jour pour garantir cette promesse pendant une période d'incertitude en investissant dans des logements et dans des programmes sociaux, en créant de bons emplois fiables et en apportant des projets phares dans nos communautés.

Comment avons-nous été en mesure de mobiliser des capitaux? Et, comment pouvons-nous continuer de propulser encore plus d'investissements dans les solutions qui amélioreront les vies et les futurs des personnes? Commençons par notre stratégie en matière de technologies propres. Nous avons exprimé clairement que le Canada est la place à être pour les entreprises qui cherchent à lancer de grands projets pour tout—des véhicules électriques aux énergies propres. Les entreprises autour du monde ont fait plus que d'en prendre note. Elles ont investi. Et cela est bon non seulement pour notre environnement, c'est bon pour la classe moyenne aussi. Prenez Michelin par exemple. Lorsque Michelin choisit d'investir pour moderniser ses installations en Nouvelle-Écosse afin de pouvoir fabriquer des pneus pour les VE ici au Canada, cela signifie plus de bons emplois dans de petites communautés comme Bridgewater. La production de batteries pour les véhicules électriques par Volkswagen en Ontario ou Northvolt au Québec fera croître notre économie et contribuera à la qualité de l'air.

Ces entreprises ont choisi le Canada en tout premier lieu pour notre main-d'œuvre, mais aussi parce que nous avons établi les fondations pour la production de technologies propres ici au Canada. Je pense à nos crédits d'impôt à l'investissement pour l'énergie et les technologies propres ou notre nouveau Fonds de croissance du Canada, créé afin d'attirer les capitaux privés, d'investir dans les entreprises canadiennes et de réduire les émissions. La semaine dernière, la vice-première ministre Freeland a annoncé un premier investissement par l'entremise du Fonds de croissance du Canada. Nous investissons dans Eavor Technologies à Calgary, une entreprise qui a développé la première technologie évolutive qui capte l'énergie géothermique pour produire de la chaleur et de l'électricité stables et fiables sans émissions de carbone. Comme vous le savez toutes et tous, protéger l'environnement et faire croître l'économie vont de pair. C'est aussi vrai en ce qui a trait aux politiques sociales.

Il y a deux ans, nous avons commencé à investir pour fournir des garderies à 10 \$ par jour aux familles à travers le pays, et nous voyons maintenant que le taux de participation des femmes dans la main-d'œuvre est à un niveau record. Parce que, comme vous le savez toutes et tous, les politiques sociales sont des politiques économiques. C'est le cas au Canada. Oui, c'est aussi un moment pour applaudir. C'est vrai au Canada, et c'est vrai à travers le monde. Lorsque nous avons accueilli le Sommet Canada-CARICOM récemment, j'ai eu l'occasion de parler au sujet des Objectifs de développement durable des Nations Unies et du fait que ces objectifs sont liés les uns aux autres.

Par exemple, examinons l'égalité de genre. L'égalité de genre joue un rôle majeur dans l'atteinte de plusieurs autres Objectifs de développement durable. Les plus récentes estimations de la Banque mondiale démontrent que le PIB par habitant serait près de 20 % plus élevé si tous les écarts entre les genres en matière d'emploi étaient éliminés. L'égalité entre les genres est non seulement bonne pour les femmes et les filles, c'est aussi bon pour l'économie. C'est un autre exemple où la bonne chose à faire est aussi la chose intelligente à faire. Ici au Canada, notre gouvernement travaille fort pour renforcer le marché de la finance sociale.

En mai, la ministre Gould a lancé le Fonds de finance sociale avec un investissement de 755 millions de dollars. En offrant un plus grand accès au financement flexible, le fonds aide les organisations à atteindre de meilleurs résultats sociaux, économiques et environnementaux. Et pour aider à faire progresser l'innovation sociale et la finance sociale, nous avons aussi créé le Programme de préparation à l'investissement.

La semaine dernière, la ministre Sudds a annoncé plus de 400 projets à travers le pays. Un de ceux-ci est The Raw Carrot, un organisme sans but lucratif qui prépare des soupes gastronomiques et embauche des personnes vivant avec des handicaps et la maladie mentale. Ce financement l'aidera à croître et à embaucher encore plus de personnes.

Lorsque les politiciens conservateurs disent que nous ne devrions pas investir dans des programmes comme ceux-ci, cela veut dire qu'ils pensent que nous ne devrions pas investir dans les personnes. Notre gouvernement croit que chaque personne au Canada mérite une vraie chance juste de réussir, et nous savons qu'en investissant dans



Lorsque nous parlons de finance durable et de finance sociale, nous parlons d'améliorer la vie des personnes.

– **L'hon. Premier ministre  
Justin Trudeau**

les personnes, nous bâtissons l'économie du centre vers l'extérieur et du bas vers le haut, ce qui produit de vrais résultats pour toutes et tous, plutôt que l'approche ratée de l'économie des effets de retombée.

La réalité en ce moment est que les gens sont inquiets. Les gens sont anxieux. Les gens ne savent pas comment ils réussiront à arriver. Les gens ne savent pas comment ils feront pour payer leur loyer ou leur hypothèque au cours des prochains mois. Les gens voient les impacts des changements climatiques. Ils ont été maltraités par la pandémie. Ils regardent la géopolitique, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie au conflit au Moyen Orient à la montée des pouvoirs autoritaires autour du monde, et ils se demandent si cette promesse du Canada tiendra vraiment pour leurs enfants. Est-ce que la prochaine génération sera en mesure de faire mieux que la génération précédente? Car comme parent, je sais que c'est tout ce que nous voulons. Nous voulons que nos enfants soient mieux que nous le sommes, réussissent mieux que nous, en se basant sur notre travail ardu, sur ce que nous avons bâti et investi pour qu'ils puissent bénéficier d'une société encore meilleure, d'un monde encore meilleur, et d'occasions encore meilleures que celles que nous avons eues. Et c'est la promesse qui a créé le Canada et qui nous a unis, qui nous a montré à apprendre que la diversité, qu'elle soit géographique ou dans nos histoires, nos cultures et nos langues est une source de force, une source de richesse.



Nous nous rassemblons ici en sachant, peut-être à cause de l'hiver plus que presque toute autre raison, que nous avons besoin d'être présents les uns pour les autres, que personne ne peut réussir seul, que ce pays est trop grand, trop vide et beaucoup trop froid pour être en mesure de prospérer d'une manière purement individualiste. C'est pourquoi, du moins jusqu'à il y a quelques années, la majorité des conservateurs, ou du moins plus de politiciens conservateurs soutenaient des choses comme les soins de santé publique universels. Parce que nous comprenons, dans un endroit comme celui-ci, que lorsque nos voisins réussissent, nous réussissons aussi. Mais maintenant, et c'est naturel, c'est la nature humaine, lorsqu'une tempête frappe, on se met à l'abri, on tient les personnes les plus près de nous, et on laisse le vent et la tempête passer. C'est l'instinct humain.

Mais ce n'est pas ce qui nous permettra de passer à travers la tempête.

La période pendant laquelle nous vivons, les changements auxquels nous faisons face comme monde, nous exigent de penser différemment à propos de la façon dont nous fonctionnons, comment nous créons le succès et comment nous le définissons. Et c'est une période pendant laquelle les gens sont anxieux, ils ne veulent pas nécessairement l'entendre non plus. Ils veulent entendre que tout ira bien et que nous résoudrons tout pour eux. Nous avons des solutions simplistes à des problèmes compliqués. Mais nous savons tous et toutes qu'il n'y a aucune réponse simple aux questions complexes. Tout est

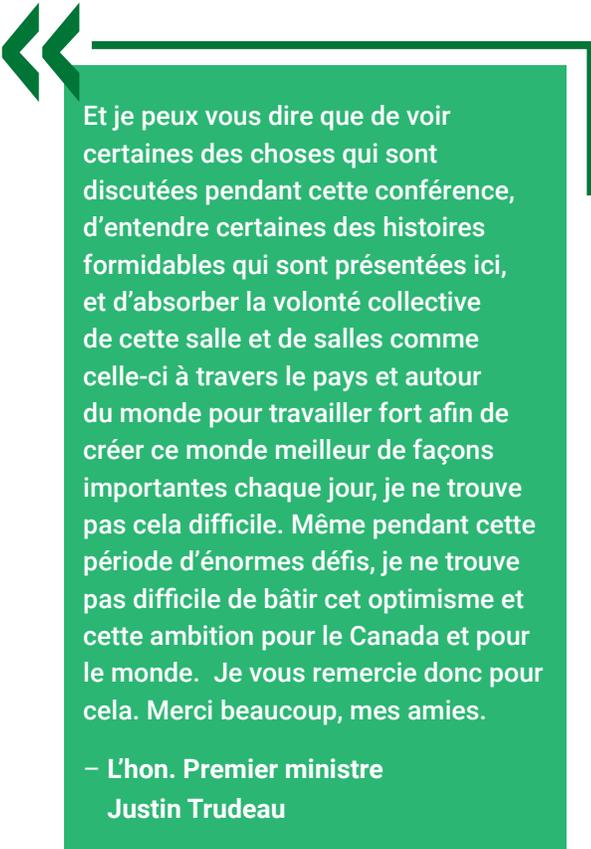
interrelié maintenant et nous exige de travailler de façons interreliées.

C'est pourquoi des initiatives comme celle-ci, qui rassemblent des gens, non seulement avec un objectif de bien faire, mais aussi de faire le bien du même coup, de comprendre que chaque choix que nous faisons, que tout ce que nous faisons est lié à tout le reste. Et lorsque c'est bien fait, l'économie n'est pas un jeu à somme nulle, et tout le monde peut réussir, même dans un système capitaliste concurrentiel. C'est ce dont il est question ici.

C'est pourquoi cette conférence est passée d'une salle beaucoup plus petite au grand nombre des personnes ici aujourd'hui, et je sais que dans les années à venir, Ryan continuera de la faire croître et de créer cet impact, car c'est quelque chose d'important, que les gens comprennent et dont les gens veulent faire partie. Nous en sommes encore au début, mais nous voyons déjà les impacts formidables dans tout ce que vous faites. Et ce qui est bien est que les réussites représentées ici dans cette salle se multiplient quand les gens dans des communautés loin de cette salle constatent les impacts, et disent : « Oh, ça, c'est une excellente idée, faisons-en plus. » Nous devons comprendre que nous pouvons contrer l'anxiété dans le monde en résolvant les problèmes auxquels les gens font face, en rassemblant les gens dans un esprit de compassion, de compréhension et d'optimisme, en mettant de côté les personnes qui ne voient que de la colère et qui veulent l'amplifier au lieu d'y trouver des solutions. Ce n'est pas ce qui a permis au Canada de traverser les difficultés dans le passé.

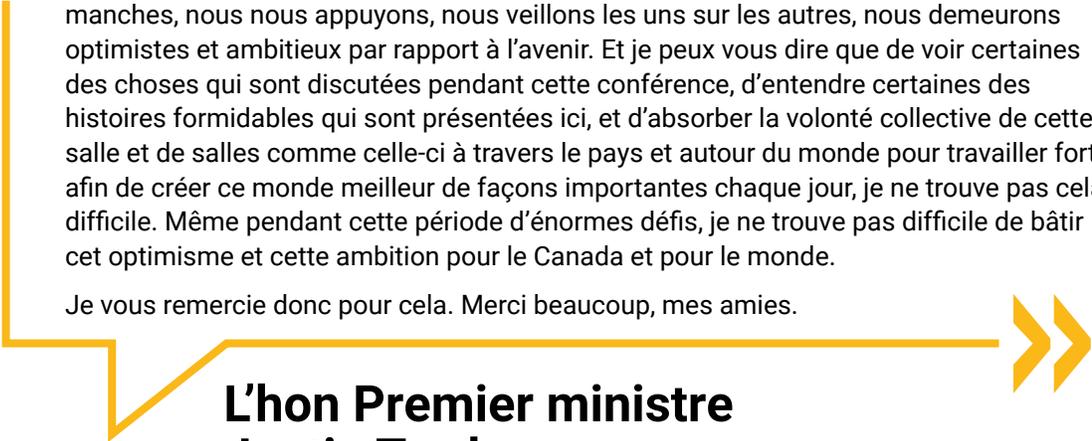
Que faisons-nous comme Canadiens et Canadiennes? Nous nous retrouvons les manches, nous nous appuyons, nous veillons les uns sur les autres, nous demeurons optimistes et ambitieux par rapport à l'avenir. Et je peux vous dire que de voir certaines des choses qui sont discutées pendant cette conférence, d'entendre certaines des histoires formidables qui sont présentées ici, et d'absorber la volonté collective de cette salle et de salles comme celle-ci à travers le pays et autour du monde pour travailler fort afin de créer ce monde meilleur de façons importantes chaque jour, je ne trouve pas cela difficile. Même pendant cette période d'énormes défis, je ne trouve pas difficile de bâtir cet optimisme et cette ambition pour le Canada et pour le monde.

Je vous remercie donc pour cela. Merci beaucoup, mes amies.



Et je peux vous dire que de voir certaines des choses qui sont discutées pendant cette conférence, d'entendre certaines des histoires formidables qui sont présentées ici, et d'absorber la volonté collective de cette salle et de salles comme celle-ci à travers le pays et autour du monde pour travailler fort afin de créer ce monde meilleur de façons importantes chaque jour, je ne trouve pas cela difficile. Même pendant cette période d'énormes défis, je ne trouve pas difficile de bâtir cet optimisme et cette ambition pour le Canada et pour le monde. Je vous remercie donc pour cela. Merci beaucoup, mes amies.

– L'hon. Premier ministre  
Justin Trudeau



**L'hon Premier ministre  
Justin Trudeau**

# JOUR 1

## Cérémonie du lever du soleil

Aînée Claudette Commanda, Kitigan Zibi Anishinabeg

## Plénière d'ouverture: Le pouvoir de la finance

### Prière d'ouverture

Aînée Claudette Commanda

### Allocution de bienvenue

Chef Dylan Whiteduck, Kitigan Zibi Anishinabeg

### Remarques liminaires

L'hon. Chrystia Freeland, Vice-première ministre et Ministre des Finances

### Panélistes

L'hon. François-Philippe Champagne, Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

L'hon. Steven Guilbeault, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique

L'hon. Jonathan Wilkinson, Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

L'hon. Harjit Sajjan, Ministre de la Protection civile et Ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada

Ryan Turnbull, Secrétaire parlementaire au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

Helen Ng, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes

## Séances simultanées du matin

### Financement de l'économie circulaire

Sénatrice Rosa Galvez

**Annie Levasseur**, École de technologie supérieure, Université du Québec

**Daniel Breton**, Mobilité électrique Canada

**Jill Doucette**, Synergy Foundation

## La reconstruction et le développement international

**Sénatrice Ratna Omidvar**

**Michael Cholod**, The Peace Coalition

**Katherine Mulhern**, Restitution

**Geoffrey Goodell**, University College London

## Les données et le suivi des avancées politiques

**Toby Heaps**, Corporate Knights

**Ralph Torrie**, Corporate Knights

**Andrea Moffat**, Addenda Capital

**Anna Kanduth**, Institut climatique du Canada

**Rosemary McGuire**, CPA Canada

## Dîner et conférence : Le coût de l'inaction

**Katherine Hayhoe**, The Nature Conservancy

**Catherine McKenna**, Climate and Nature Solutions

**Mark Carney**, Envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et le financement

**Eric Usher**, Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement

**Rick Smith**, Institut climatique du Canada

## Séances simultanées de l'après-midi

### Innovations en matière d'approvisionnement durable

L'hon. **Anita Anand**, Présidente du Conseil du Trésor

L'hon. **Jean-Yves Duclos**, Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

**David LePage**, Buy Social Canada

**Aatif Baskanderi**, Northpine Foundation

**Tim Coldwell**, Chandos Construction

**Elizabeth Chick-Blount**, Buy Social Canada

**Jeff Cyr**, Raven Indigenous Capital Partners

## Investir dans des systèmes alimentaires durables

**Naomi Gichungu**, The Northpine Foundation

**Josephine Grey**, OASIS Foodhub

**Dr. Bahram Rashti**, UP Vertical Farms

**Dr. Alison Blay-Palmer**, Chaire UNESCO sur les études alimentaires, la biodiversité et la durabilité

**Laura Howard**, Collectif Récolte

**Linda Best**, FarmWorks Investment Co-operative

## Changements politiques pour une finance plus verte

**Sénatrice Rosa Galvez**

**Nathan Fabian**, Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies (format virtuel)

**Dr. Janis Sarra**, L'Initiative canadienne de droit climatique

**Julie Segal**, Environmental Defence

**Cat Abreu**, Groupe consultatif pour la carboneutralité

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

## Séance plénière de l'après-midi : La finance durable

**Kathy Bardswick**, Conseil d'action en matière de finance durable

**Matthew Seddon**, Sun Life

**Rob Wesseling**, Co-operators

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

**Carmen Velasquez**, Alberta Investment Management Corporation

**Barbara Zvan**, University Pension Plan

**Gildas Poissonnier**, Desjardins





# L'hon. Chrystia Freeland

## Vice-première ministre et Ministre des Finances

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui à titre de vice-première ministre et de ministre des Finances. Je vous invite à parler du travail que nous avons fait au ministère des Finances afin de soutenir la lutte contre les changements climatiques et d'aider le Canada à faire face à ce moment important. Au cours de la dernière année, nous avons pris des mesures sans précédent pour bâtir notre économie propre, et la finance durable est un élément essentiel de notre plan économique.

Maintenant, comme d'habitude, Ryan a anticipé où je souhaite aller, car je vais commencer, comme il l'a évoqué, en parlant du Fonds de croissance du Canada. Nous l'avons lancé cet été. Le Fonds de croissance du Canada est mené par certains des plus grands investisseurs du Canada, et nous l'avons créé pour investir dans les entreprises canadiennes, pour les aider à croître et les aider à prendre leur place dans la part du Canada des billions de dollars de capitaux privés qui attendent pour être investis dans l'économie propre mondiale.

C'est une façon vraiment, vraiment innovatrice de faire travailler l'argent des gens plus fort et de combler des lacunes que les capitaux privés seuls n'ont tout simplement pas comblées pour financer la transition verte au Canada. C'est important. C'est pourquoi, la semaine dernière, j'étais incroyablement fière et incroyablement enthousiaste d'annoncer le tout premier investissement du Fonds de croissance du Canada. Il est lancé. C'était un investissement dans l'entreprise Eavor Technologies de Calgary. Eavor se spécialise dans l'énergie géothermique et l'investissement de 90 millions de dollars du Fonds de croissance du Canada l'aidera à surmultiplier sa croissance et à se développer à travers le monde.

J'étais sur place pour l'annonce de cet investissement la semaine dernière. Lors de l'annonce, les leaders d'Eavor l'ont dit très clairement, très explicitement, que sans l'investissement du Fonds de croissance du Canada, ils avaient une offre très intéressante sur la table d'une entreprise internationale pour être rachetés, et cela leur aurait fourni tous les capitaux dont ils ont besoin pour faire les choses qu'ils souhaitent faire. Mais ce que cela aurait signifié était qu'Eavor aurait cessé d'être une entreprise canadienne, et que son siège social n'aurait plus été au Canada uniquement en raison de ce manque de capital. Le Fonds de croissance du Canada, c'est-à-dire tout le monde ici; c'est l'argent du Canada - le Fonds de croissance du Canada a fourni le capital et par conséquent, Eavor continuera de croître ici au Canada, et à partir de cette base canadienne, Eavor continuera de faire rayonner sa technologie parmi les meilleures au monde à travers le Canada et à l'échelle mondiale. Ils réalisent un très gros projet en Allemagne, à ce moment même. Et c'est donc ce à quoi ressemble la réussite pour l'action climatique et pour l'économie canadienne.

Le Fonds de croissance du Canada est un pilier de notre plan économique, et c'est un plan qui aidera à développer le marché de la finance durable au Canada, qui créera des emplois, qui dynamisera la confiance des investisseurs et qui stimulera la croissance économique tout en luttant contre les changements climatiques. Le deuxième sujet que je souhaite aborder, c'est, comme je suis certaine que tout le monde ici le sait, qu'en

mars de l'an dernier, nous avons émis le premier bon vert du Canada. Ce premier bon de sept ans et demi d'un montant de cinq milliards de dollars a été soutenu par la cote de solvabilité souveraine AAA du Canada et le livre de commandes final s'est élevé à plus de 11 milliards de dollars. Ce qui était aussi important est que 45 % des investisseurs dans notre bon vert étaient internationaux. Qu'est-ce que cela nous dit? La demande pour les bons canadiens est élevée, et le degré de propriété de la dette canadienne détenue par des non-résidents est passé de 13 % en 2008 à environ 27 % en juin de l'an dernier. C'est un vote de confiance international dans notre économie. C'est un vote de confiance international dans notre plan économique et notre plan vert. L'émission du bon vert était la preuve qu'il y a une forte demande mondiale pour des investissements propres ici au Canada. Et c'est une bonne chose, car, comme nous l'ont dit Stephen et Ryan, nous avons besoin de capitaux. Nous avons besoin de capitaux pour stimuler la croissance économique et stimuler la transition verte. Et cette émission de bon était la preuve que le Canada est et continuera d'être un leader mondiale en finance durable.



**Aujourd'hui, l'action climatique c'est aussi de montrer aux gens, de montrer à la population canadienne que nous avons un plan pour leur avenir. Un plan pour eux et elles et pour leurs enfants... Nous avons atteint un point de bascule où les politiques climatiques sont vraiment des politiques économiques. Vous pourriez même dire que l'environnement et l'économie sont étroitement liés.**

**– L'hon. Chrystia Freeland,**  
Vice-première ministre  
et Ministre des Finances

J'aimerais féliciter Kathy Bardswick et le Conseil d'action en matière de finance durable pour l'excellent travail que vous faites depuis la création du CAFD en 2021. Ceci inclut le

travail très important que vous avez fait sur la divulgation obligatoire de renseignements sur les changements climatiques et sur une feuille de route vers une taxonomie. Et en

nous concentrant sur le travail que vous avez fait, nous continuerons de poser des gestes précis plus tard ce mois-ci.

Aujourd'hui, pour le Canada et le monde, l'action climatique ne traite pas que de changements climatiques. Aujourd'hui, d'avoir un plan climatique est synonyme d'avoir un plan économique. C'est synonyme d'avoir un plan pour les emplois.

– L'hon. Chrystia Freeland,  
Vice-première ministre et Ministre des Finances

Avant de terminer, je voudrais parler d'un dernier élément. Et c'est en fait là où Ryan a terminé. Cette salle est remplie de personnes qui travaillent depuis des années, des décennies, peut-être toute votre vie professionnelle sur des enjeux liés aux changements climatiques. Certains et certaines d'entre vous vous identifiez, ou pensez être des militantes et des militants, même si vous siégez

autour d'une table de cabinet aujourd'hui. Je trouve vraiment extraordinaire aujourd'hui, à titre de vice-première ministre, à titre de ministre des Finances, et comme personne qui croit que nous avons une obligation morale d'agir sur les changements climatiques, ce qui, je l'espère, vous rejoint aussi est qu'aujourd'hui, pour le Canada et le monde, l'action climatique ne traite pas que des changements climatiques. Aujourd'hui, d'avoir un plan climatique est synonyme d'avoir un plan économique. C'est synonyme d'avoir un plan pour les emplois. L'action climatique a bien sûr comme objectif de sauver la planète. Et je sais que c'est ce qui a motivé plusieurs d'entre vous au début de votre militantisme et certainement ce qui nous motive toutes et tous encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'action climatique c'est aussi de montrer aux gens, de montrer à la population canadienne que nous avons un plan pour leur avenir. Un plan pour eux et elles et pour leurs enfants. C'est exactement ce que Ryan a mis de l'avant à la fin de son discours, et je crois que cette conférence est vraiment au cœur du travail que nous avons à faire ensemble. Nous avons atteint un point de bascule où les politiques climatiques sont vraiment des politiques économiques. Vous pourriez même dire que l'environnement et l'économie sont étroitement liés. J'aurais aimé que Catherine soit ici.

Grâce au travail et à l'engagement que tant de personnes ont démontré depuis des années, des décennies, pendant une vie, nous pouvons maintenant le dire. Nous constatons que ce n'est pas qu'un discours creux; nous pouvons le constater en action. Je vous remercie donc pour votre travail ardu, et j'ai hâte que notre gouvernement continue de travailler avec vous pour construire une économie propre qui crée d'excellentes carrières pour les Canadiens et Canadiennes d'un océan à l'autre.

Merci beaucoup. Ryan, je souhaite à nouveau te féliciter pour tout ton travail.

**L'hon. Chrystia Freeland,  
Vice-première ministre  
et Ministre des Finances**

# L'hon. Steven Guilbeault

## Ministre de l'Environnement et du Changement climatique

Good morning everyone. Bonjour tout le monde.

C'est incroyable de voir comment ce Forum a cru et s'est animé d'une vie qui lui est propre. Comme Ryan l'a dit plus tôt, l'événement de cette année a triplé en envergure comparativement à celui de l'an dernier, ce qui est un hommage à toi, Ryan, à ton dévouement, à ton militantisme, et à ton leadership, et pour cela, je veux dire merci.

Mais ça a aussi rapport avec l'urgence des enjeux. Je suis intéressé par la finance durable depuis longtemps, mais dans le passé, le sujet était plus le domaine des spécialistes climatiques et des idéalistes financiers. Aujourd'hui, la finance durable est au cœur de la conversation, et à juste titre : Le Canada ne pourra atteindre ses objectifs climatiques ambitieux à moins que le secteur financier, les banques, les fonds de pension et les assureurs ne se rallient derrière les engagements du pays vers la carboneutralité, et le problème n'est certainement pas un manque d'argent — c'est en fait que nous avons besoin d'aligner des capitaux à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour saisir l'occasion du Canada de faire croître une économie propre. L'autre option est le statu quo, qui compromettrait l'atteinte de nos objectifs climatiques et nous ramènerait aussi en arrière dans la course économique vers la carboneutralité.

Pendant que plusieurs institutions financières à travers le Canada ont établi des objectifs de carboneutralité pour 2050, il est essentiel que ces cibles soient crédibles. Mon amie Catherine McKenna, qui est ici avec nous aujourd'hui, a fait du travail remarquable dans ce domaine afin de s'assurer que le secteur privé prenne des engagements de carboneutralité crédibles. Nous savons que le gouvernement joue un rôle clé pour favoriser les objectifs crédibles et transparents nécessaires afin de fournir une plus grande certitude aux investisseurs. Je suis inspiré par les modèles de leadership que nous voyons partout au monde. Le Royaume-Uni, a par exemple déjà lancé un groupe de travail sur un plan de transition afin de fournir des directives sur ce qui est un plan d'affaires de transition climatique crédible. Gavin Newsom et mes bons amis dans le gouvernement de la Californie rassemblent de la législation de premier plan imposant de fortes divulgations climatiques pour toutes les émissions et tous les risques climatiques. La législation a été accueillie favorablement par les plus grands fonds de pension de la Californie. La secrétaire Yellen a décrit les changements climatiques comme l'élément au haut de la liste des défis financiers, et le trésor des États-Unis a émis des directives pour les plans de transition. L'International Financial Stability Board vient de rapporter le



mois dernier qu'il constate des progrès encourageants en matière de confiance éthique mondiale et d'un cadre indépendant pour la divulgation de durabilité. Comme le PDG de BlackRock, Larry Fink a affirmé à ses actionnaires l'an dernier, et je cite, « nous sommes intéressés par la durabilité non pas parce que nous sommes des environmentalistes, mais parce que nous sommes des capitalistes et des fiduciaires pour notre clientèle. »

Le gouvernement fédéral continue son travail en vue de s'assurer que tous les secteurs de l'économie, incluant la finance, contribuent à la santé de notre environnement et à la santé de notre économie. La finance durable est à l'intersection des deux, et assurons-nous de continuer d'avancer dans ce programme important ensemble.

– **L'hon. Steven Guilbeault,**  
Ministre de l'Environnement  
et du Changement climatique

Ici au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières a publié son premier cadre prudentiel qui est sensible au climat et reconnaît l'impact des changements climatiques sur la gestion du risque dans le système financier du Canada. Mais le Canada tire de l'arrière. L'énorme intérêt dans ce Forum aujourd'hui démontre qu'il y a un intérêt pour plus de clarté et de direction. À titre de gouvernement, nous voulons créer de la constance pour les investisseurs et les entreprises du Canada. Avec ma collègue Chrystia qui est aussi ici avec nous aujourd'hui, nous avons reçu des analyses et des conseils judicieux des institutions financières du Canada sur la façon dont le gouvernement peut fournir un rôle facilitant pour la croissance économique propre et les aider et nous aider à demeurer concurrentiels dans cette nouvelle économie verte qui sera la stimulation pour des emplois et la croissance au 21<sup>e</sup> siècle.

À titre de ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, je souhaite que nous atteignions

nos engagements à matière de climat et que nous préservions la santé de notre environnement, qui mène à une économie plus stable et plus durable. Le gouvernement du Canada a probablement le plan de réduction des émissions le plus détaillé pour 2030 au monde, avec l'objectif de réduire des émissions pour tous les secteurs de l'économie. Pour réduire les émissions dans le secteur qui produit le plus d'énergie, nous annoncerons bientôt un cadre pour aborder les émissions dans l'industrie pétrolière et gazière. Nous continuerons d'investir dans les technologies qui garantiront des emplois pour les années à venir. Lorsque nous avons publié le plan de réduction des émissions l'an dernier, nous étions surpris par les louanges reçues d'une large gamme de groupes de l'industrie, du secteur financier, du secteur municipal et des groupes de protection de l'environnement. L'industrie a particulièrement bien accueilli ce plan, car il donne des renseignements précis sur les ambitions du gouvernement en matière de décarbonisation et il aide à soutenir les objectifs de réduire des émissions pour ses propres entreprises et pour réaliser des engagements sur les normes environnementales, sociales et de gouvernance.

En tirant des leçons du progrès fait par d'autres pays, le gouvernement fédéral peut faire encore plus pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs pour 2030 et 2050 en mettant en œuvre une politique de finance durable. Presque toutes les grandes banques du Canada et tous les régimes de pensions se sont engagé à réduire leurs émissions et à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ou avant, mais un engagement climatique n'a de l'importance que si vous avez un plan pour l'atteindre; des cibles intérimaires à court terme sont aussi très importantes. J'aimerais donc mettre au défi les banques et les fonds de pension à faire montre de transparence en ce qui concerne leurs engagements pour 2050; en faisant entre autres connaître leurs cibles établies pour 2030 et en mettant en place des plans concrets pour atteindre ces objectifs. Parce que ce que les institutions financières investissent dans les infrastructures, les entreprises et l'industrie d'aujourd'hui façonne l'économie de demain et la résilience de notre climat.

Vous pourriez dire que la finance durable peut jouer dur aux deux bouts de la patinoire;

elle peut jouer tant à l'offense qu'à la défense. Les entreprises ont besoin de mieux comprendre et gérer les risques posés par les impacts grandissants des changements climatiques. Nous devons aller vers la divulgation obligatoire des risques climatiques par les entreprises. En même temps, les capitaux doivent soutenir la réduction accélérée des émissions qui stimulent les impacts climatiques croissants. Pensez aux régimes de retraite canadiens; ils font partie des plus grands propriétaires d'actifs au monde et ont des impacts internationaux. La façon dont ils investissent nos placements de retraite a une importance pour le Canada en plus d'avoir un effet sur la possibilité de conserver une planète sécuritaire dans son ensemble ou non. Les fonds de pension canadiens sont parmi les investisseurs les plus importants au monde en technologie propre et en croissance propre. Mais les investisseurs canadiens, tant les banques que les régimes de pensions continuent aussi de diriger d'importantes sommes de capitaux vers les combustibles fossiles. Cela crée un risque connu sous le nom de droits d'actifs délaissés alors que nos investisseurs s'orientent lentement vers le mouvement mondial de la transition énergétique. Comme Ryan le disait, plus de 100 milliards de dollars en investissements sont à risque de devenir des actifs délaissés.

Réduire les émissions et investir conformément à la transition vers l'énergie propre est la meilleure façon de réduire ces risques. Comme j'ai dit, offense et défense. L'action climatique provenant du secteur financier peut jouer les deux, et c'est le rôle du gouvernement du Canada d'aider le secteur financier à améliorer ses performances. Nous devons établir des politiques pour aligner les flux financiers et les objectifs climatiques du Canada. Cela inclut de définir des directives détaillées en matière

de divulgations financières liées au climat qui sont crédibles et obligatoires ainsi que la prochaine étape d'une taxonomie pour définir des investissements durables. À ce sujet, j'aimerais prendre un moment pour remercier le Conseil d'action en matière de finance durable pour tout son travail sur les recommandations en matière de divulgation et de taxonomie. Faire avancer ces politiques est du travail difficile; il n'obtient pas toujours l'attention qu'il mérite. Les divulgations financières et la taxonomie ne sont pas des mesures qui donnent lieu à des cérémonies de coupures de ruban qui attirent les nouvelles de première page. Mais comme je l'ai dit plus tôt, elles sont essentielles afin de créer le cadre propice pour atteindre nos objectifs climatiques et économiques au Canada. Je vous demande donc de continuer de faire connaître l'importance de la finance durable et de déployer les efforts cruciaux qui favoriseront qu'une telle politique soit instaurée au Canada. Des Forums comme celui-ci fourniront plus d'idées et d'élan pour l'action. Le gouvernement fédéral continue son travail en vue de s'assurer que tous les secteurs de l'économie, incluant la finance, contribuent à la santé de notre environnement et à la santé de notre économie. La finance durable est à l'intersection des deux, et assurons-nous de continuer d'avancer dans ce programme important ensemble. Merci.

**Nous devons établir des politiques pour aligner les flux financiers et les objectifs climatiques du Canada. Cela inclut de définir des directives détaillées en matière de divulgations financières liées au climat qui sont crédibles et obligatoires ainsi que la prochaine étape d'une taxonomie pour définir des investissements durables.**

**– L'hon. Steven Guilbeault, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique**

**Hon. Steven Guilbeault,  
Minister of Environment  
and Climate Change**



## Plénière d'ouverture

# Le pouvoir de la finance

## Sommaire et recommandations

### Panélistes

**L'hon. François-Philippe Champagne**,  
Ministre de l'Innovation, des Sciences et  
de l'Industrie (message vidéo)

**L'hon. Steven Guilbeault**, Ministre de  
l'Environnement et du Changement  
climatique

**L'hon. Jonathan Wilkinson**, Ministre de  
l'Énergie et des Ressources naturelles

**L'hon. Harjit Sajjan**, Ministre de la  
Protection civile et Ministre responsable  
de l'Agence de développement  
économique du Pacifique Canada

**Helen Ng**, Bureau des Nations Unies pour  
la réduction des risques de catastrophes

La finance est cruciale pour la transition énergétique puisqu'elle fournit les capitaux nécessaires pour innover, développer et déployer les technologies propres qui stimulent la transition vers une économie carboneutre et durable. Elle permet aussi de faire croître des projets d'énergie renouvelables, des efforts de décarbonisation et le développement d'infrastructures résilientes, ce qui en fait le pilier d'un futur durable.

La séance plénière a exploré le pouvoir transformateur de la finance pour nous mener vers une économie résiliente et durable. En reconnaissant le moment critique où nous sommes rendus, la discussion a porté sur la nécessité de mobiliser des fonds privés et publics afin de traverser les défis et d'exploiter les occasions qu'offre la transition énergétique.

La conversation était axée sur quatre domaines cruciaux où les capitaux privés



sont les plus nécessaires : créer de nouvelles occasions à l'aide de la transition, renforcer la production d'électricité, mener la décarbonisation de l'industrie pétrolière et gazière et créer des voies pour que les communautés autochtones aient accès au capital. Ces domaines soulignent le paysage diversifié et important de l'investissement qui fait partie de la finance durable.

La taxonomie et la divulgation sont essentielles. La transparence est une pierre angulaire de la prise de décision fondée sur des données probantes et du renforcement de la confiance des investisseurs. L'information claire et accessible joue un rôle essentiel afin d'éviter les actifs délaissés et d'attirer les investissements nécessaires pour une transition vers une économie à faibles émissions.

Les infrastructures résilientes joueront aussi un rôle important dans l'adaptation du climat. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes rallie la participation du secteur privé pour accroître la résilience contre l'intensité et la fréquence croissante des désastres naturels. La demande pour des investissements qui tiennent

compte des risques et la proposition que le Canada fasse l'émission de bons de résilience étaient des mesures ayant pour but d'accélérer les investissements dans la résilience climatique.

L'impact disproportionné des changements climatiques sur les communautés vulnérables souligne le besoin critique d'améliorer la réduction des risques de catastrophes et les efforts de préparation. Il y avait un taux élevé d'entente sur l'importance de la priorisation des mesures préventives afin de favoriser la résilience communautaire et l'atténuation des fardeaux financiers des futures catastrophes climatiques. Cette approche est essentielle pour sauvegarder les communautés et assurer le développement durable face aux défis environnementaux croissants.

Le panel s'est terminé avec un appel à l'action, soulignant le rôle critique des secteurs publics et privés afin d'aborder les changements climatiques et créer de la résilience, avec un consensus que les investissements opportuns aujourd'hui peuvent mener à des rendements importants à l'avenir.

- Attirer les investissements du secteur privé dans des domaines critiques comme les nouvelles occasions créées par la transition : la production d'électricité, la décarbonisation de l'industrie pétrolière et gazière et des voies pour que les communautés autochtones aient accès au capital.
- Émettre des bons de résilience pour financer des investissements en infrastructures résilientes.
- Établir une taxonomie et un cadre de divulgation pour le Canada afin d'aligner les investissements avec la transition vers un avenir à faibles émissions.
- Mettre en œuvre des mesures économiques axées sur la reprise et la préparation pour atténuer les impacts des catastrophes climatiques.
- Appliquer les Principes pour des infrastructures résilientes de l'ONU afin de s'assurer que les investissements tiennent compte des risques et soient protégés de l'augmentation prévue de catastrophes.



## Séances simultanées du matin Sommaire et recommandations

# Financement de l'économie circulaire

### Panélistes

**Sénatrice Rosa Galvez**

**Annie Levasseur**, École de technologie  
supérieure, Université du Québec

**Daniel Breton**, Mobilité électrique Canada

**Jill Doucette**, Synergy Foundation

### Sommaire

L'économie circulaire réoriente la production et la consommation des modèles du type « prendre, fabriquer, jeter » vers des systèmes durables et régénératifs. Ce modèle a pour but de garder les produits, matériaux et ressources en usage aussi longtemps que possible, en extrayant la valeur maximale pendant leur cycle de vie et en récupérant

et régénérant des produits et des matériaux à la fin de chaque vie utile. Ce faisant, cela peut aussi aider à aborder les défis mondiaux tels que les changements climatiques, la rareté des ressources, la perte de biodiversité et la pollution tout en développant de nouvelles opportunités économiques.

Les discussions dans cette séance ont mis l'accent sur des stratégies pour optimiser l'utilisation des ressources, prolonger la vie des produits et améliorer les processus de recyclage afin de minimiser les impacts environnementaux.

Alors que l'électrification du secteur des transports est considérée comme une étape cruciale pour l'atteinte d'économies carboneutres, c'est aussi une occasion importante d'enchâsser des principes circulaires dans les chaînes de production et d'approvisionnement. Les véhicules

électriques (VE) offrent une alternative plus propre comparativement aux modes de transports traditionnels malgré une demande accrue pour des minéraux et de l'électricité. Ainsi, leur production et leur utilisation doivent être soigneusement gérées au sein d'un cadre d'économie circulaire. Ceci inclut l'examen de solutions de mobilité partagée qui peuvent réduire davantage les déchets et faire la promotion de la durabilité.

Afin de stimuler la transition et surmonter les obstacles à la circularité, les panélistes ont mis l'accent sur l'importance d'adopter une approche holiste qui inclut du soutien réglementaire, des modèles d'affaires innovateurs et l'engagement communautaire. Lorsque bien fait,

l'adoption des principes d'économie circulaire à l'échelle de nombreux secteurs économiques pourrait présenter une large gamme d'opportunités économiques.

En gros, cette séance a souligné l'importance de faire la transition vers une économie circulaire pour aborder les défis environnementaux tout en favorisant la croissance économique. Réaliser ceci exigera un effort collectif des gouvernements, des entreprises et des communautés pour repenser et reconcevoir le futur de la production et de la consommation.

- Adopter de la législation pour l'économie circulaire qui impose des pratiques d'économie circulaire dans l'ensemble des secteurs, y compris des normes obligatoires de recyclage, l'interdiction des plastiques à usage unique et des exigences concernant la conception de produits durables.
- Mettre en œuvre des initiatives nationales de recyclage et faire la promotion de marchés pour les biens recyclés en mettant en place des systèmes de collecte efficaces, en encourageant les initiatives de recyclage et en faisant la promotion du développement de marchés pour les biens recyclés.
- Imposer des normes de durabilité dans la conception de produits pour la longévité et l'utilisation de matériaux recyclés pendant la fabrication.
- Encourager les pratiques qui réalimentent et rétablissent les systèmes naturels. Cela comprend des taux de collecte durables et des pratiques agricoles régénératives pour conserver l'équilibre écologique.
- Encourager l'entrepreneuriat et l'innovation dans les secteurs de l'économie circulaire en fournissant des incitatifs financiers et du soutien aux entreprises dans les secteurs de l'économie circulaire.
- Adopter des politiques gouvernementales d'approvisionnement qui priorisent les principes de l'économie circulaire.
- Faire participer activement les communautés autochtones dans l'élaboration de politiques concernant l'économie circulaire qui respectent leur relation avec la nature et les connaissances traditionnelles.
- Investir dans l'infrastructure de l'économie circulaire en créant des installations de recyclage de pointe, des centres de compostage et des systèmes d'énergie renouvelable.



## La reconstruction et le développement international

---

### Panélistes

**Sénatrice Ratna Omidva**

**Michael Cholod**, The Peace Coalition

**Katherine Mulhern**, Restitution

**Geoffrey Goodell**, University College London

### Sommaire

La reconstruction et le développement international (RDI) se concentrent sur la reconstruction des régions affectées par les adversités telles que la guerre, la corruption et l'oppression. C'est un processus qui vise à restaurer les infrastructures, la gouvernance et le tissu social dans des pays qui font face aux suites de crises. Les efforts de RDI sont essentiels pour aborder des besoins immédiats comme le logement, la santé et la sécurité, l'établissement de la fondation

de la croissance durable, la gouvernance équitable ainsi que la paix et la stabilité à long terme.

Cette séance simultanée a exploré comment les outils de finance sociale peuvent être cruciaux dans les processus de RDI. Les experts et expertes ont discuté d'approches innovatrices au financement d'efforts de reconstruction en insistant sur le besoin de politiques et de stratégies financières qui créent sur mesure des modèles de gouvernance durables et équitables dans les régions touchées.

L'expérience en Ukraine illustre le besoin urgent de solutions financières créatives pour rebâtir le pays. Il y a du potentiel important dans la récupération d'actifs volés ou saisis et de flux financiers illicites pour les restaurer ou les rediriger vers de véritables efforts de reconstruction.

La discussion a aussi souligné l'importance d'incorporer des technologies de sauvegarde

de la vie privée au sein des systèmes financiers pour faciliter la prestation d'aide sans compromettre la vie privée.

En ce qui a trait aux complexités d'acheminer des capitaux dans les zones de conflit, le panel a exploré le rôle de l'investissement privé dans les projets humanitaires. Le panel a aussi souligné l'importance de la transparence, de la gouvernance efficace et des outils juridiques et financiers innovateurs pour assurer la réussite des efforts de la RDI.

La séance s'est terminée en reconnaissant le potentiel que le Canada soit chef de file des efforts mondiaux de reconstruction.

En mettant en œuvre des stratégies juridiques, financières et politiques globales axées sur la gouvernance durable et équitable tout en tirant profit de technologies innovatrices et en favorisant la participation du secteur privé, le Canada peut jouer un rôle primordial dans les initiatives de reconstruction et de développement internationales.

- Mettre en œuvre des mécanismes juridiques pour saisir les actifs de la corruption, de la guerre et de l'oppression afin de dédommager les victimes des régions affectées.
- Développer et mettre en œuvre des stratégies financières et politiques innovatrices pour la reconstruction des zones dévastées par la guerre en mettant l'accent sur les modèles de gouvernance durables et équitables.
- Mettre en œuvre des stratégies pour la récupération de flux financiers illicites et les rediriger vers des gouvernements démocratiques de l'hémisphère sud.
- Développer des technologies de conservation de la vie privée dans les systèmes financiers pour aider les réfugiés, équilibrer le besoin de conformité et la vie privée.
- Établir de solides structures de gouvernance pour assurer la transparence et la responsabilité dans le versement des fonds de reconstruction, pour s'assurer que l'aide atteigne les destinataires prévus.





## Les données et le suivi des avancées politiques

---

### Panélistes

**Toby Heaps**, Corporate Knights

**Ralph Torrie**, Corporate Knights

**Andrea Moffat**, Addenda Capital

**Anna Kanduth**, Institut climatique du Canada

**Rosemary McGuire**, CPA Canada

### Sommaire

Faire le suivi des progrès politiques avec des données solides est essentiel pour s'assurer que les flux financiers sont de plus en plus alignés avec les voies vers les stratégies de faibles émissions et de résilience climatique. Ce processus comprend le suivi et l'évaluation de l'efficacité des politiques, des investissements et des actions qui visent la promotion de la durabilité au sein du secteur financier. Ainsi, faire le suivi des progrès des politiques et des données

aide aux parties prenantes à prendre des décisions fondées sur des données probantes, favorise la transparence et fait la promotion de la responsabilité dans la mise en œuvre de pratiques de finance durable.

Pendant cette séance, les experts et les expertes ont exploré les multiples aspects des investissements durables et de la progression des politiques. Ils et elles ont discuté de l'urgence d'aborder les changements climatiques et les solutions innovatrices émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), l'électrification des transports et les édifices verts. Il demeure toutefois un défi important : financer ces solutions à l'échelle exigée pour atténuer efficacement les impacts climatiques.

Une initiative clé, les dollars climatiques visent à quantifier les besoins en investissements pour l'action climatique du Canada et animent des discussions sur le comblement des lacunes d'investissement. Les émissions

croissantes dans les secteurs comme l'industrie pétrolière et gazière et les édifices soulignent le besoin d'actions politiques rapides. Les réductions d'impôt et les plafonds d'émissions ont été identifiés comme des catalyseurs potentiels pour l'investissement, mais leur traduction en actions tangibles est impérative.

Les complexités de la normalisation et la nécessité de création de capacité et d'éducation des parties prenantes ont été discutées, ce qui a souligné le besoin d'avoir des normes cohérentes pour le système financier.

De plus, le développement d'une taxonomie claire de la finance durable renforcerait l'importance d'investissements crédibles et transparents. C'est essentiel pour créer la confiance du marché et réaliser une

transition climatique réussie.

Le consensus du panel était clair : il y a un besoin urgent d'investissements importants dans des solutions durables, de clarté dans les politiques, et de développement de taxonomies pour combattre l'écoblanchiment et renforcer la crédibilité des investissements. De plus, des données exactes et des rapports normalisés sont nécessaires pour stimuler l'action climatique percutante.

En conclusion, le panel a souligné l'importance d'accélérer la mise en œuvre de politiques climatiques, d'imposer la production de rapports climatiques pour les entreprises, de mobiliser des investissements en technologies propres et d'assurer la participation du secteur financier dans le développement de politiques.

- Mettre en œuvre une taxonomie claire pour améliorer la crédibilité et la transparence de la finance durable.
- Accélérer la mise en œuvre des politiques climatiques existantes, telles que l'imposition de la vente de véhicules carboneutres, les réglementations portant sur l'électricité propre et les plans de réduction des émissions dans des secteurs clés comme le pétrole, le gaz et les édifices.
- Mettre en œuvre l'obligation de produire des rapports climatiques pour les entreprises, y compris de divulguer des plans de transition climatique, des cibles de réduction des émissions et l'alignement financier avec les objectifs de carboneutralité.
- Encourager les grandes institutions financières à développer et mettre en œuvre des stratégies globales de transition climatique en tirant profit d'outils gouvernementaux comme les avantages fiscaux pour les pensions et les cadres réglementaires.
- Assurer la participation du secteur financier dans le développement de politiques climatiques et énergétiques.
- Fournir des ressources et de la formation pour que les petites et moyennes entreprises (PME) se conforment aux normes de production de rapports en matière de durabilité.
- Travailler en vertu d'un alignement mondial des normes en matière de rapports sur la durabilité.
- Faire la promotion de changements de comportements organisationnels en priorisant le climat et la durabilité dans la gouvernance organisationnelle.

Diner et conférence

# Le coût de l'inaction

## Panélistes

**Katherine Hayhoe**, The Nature Conservancy

**Catherine McKenna**, Climate and Nature Solutions

**Mark Carney**, Envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et le financement

**Eric Usher**, Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement

**Rick Smith**, Institut climatique du Canada



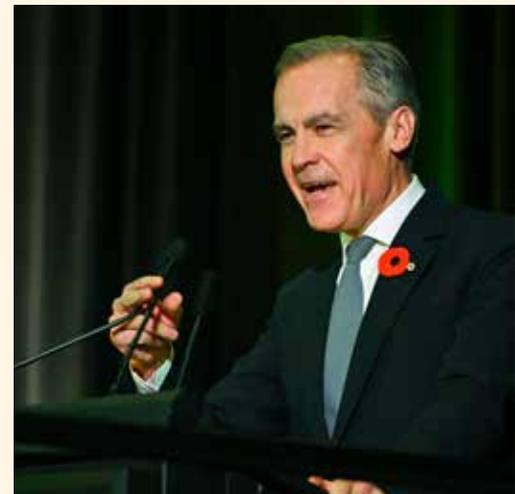
Si elle est bien faite, cette transition carboneutre réduira en fait les coûts pour les consommateurs, plutôt que le contraire, ce qui est l'argument que vous entendez habituellement.

– **Rick Smith**,  
Institut climatique du Canada



Nous devons réduire les émissions mondiales de moitié d'ici 2030. Lorsque des gens affirment : « Je suis tellement en faveur de l'action climatique, je suis un leader climatique », je lève ma main et je leur demande « Faites-vous vraiment le travail en ce moment? » Ce n'est pas un problème du futur, comme certains l'ont éloquentement affirmé. C'est un problème de maintenant, et vous devez réduire vos émissions, et vous devez accroître l'argent et cela doit arriver maintenant.

– **Catherine McKenna**,  
Climate and Nature Solutions





Au cours des prochaines années, en raison de primes d'assurance plus élevées, des taxes municipales plus élevées pour financer les nettoyages que je viens de mentionner, les Canadiennes et Canadiens moyens dépenseront environ 700 \$ de plus par année pour couvrir les coûts des changements climatiques dans notre pays en ce moment. Nous savons que les changements climatiques sont un accélérateur des iniquités existantes dans notre société. De toute évidence, la population canadienne la moins bien nantie sera touchée de manière disproportionnée.

– Rick Smith,  
Institut climatique du Canada



Au Canada, vous avez commencé à mettre en place certains des éléments judiciaires fondateurs, mais d'autres instances mènent et montrent que ça peut être fait, indépendamment des budgets publics et indépendamment de, forcément, la composition de l'économie. Nous travaillons avec la majorité des grandes entreprises dans le domaine bancaire, de l'assurance et de l'investissement du Canada. Elles sont largement engagées dans ce domaine, mais elles ont besoin d'un cadre stable pour comprendre ce qui est vert et ce qui ne l'est pas en plus de connaître quelles sont les transitions nécessaires pour nous amener dans une économie pleinement en transition.

– Eric Usher,  
Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement



Chaque décision est une décision climatique. Et pour vous soucier de cette question, vous n'avez pas besoin d'être environnementaliste ou scientifique ou ancien ministre de l'Environnement et des Changements climatiques. Vous devez seulement être un être humain qui vit sur la planète Terre, parce que chacun et chacune de nous est touché par ce défi, et nous avons tous et toutes le potentiel d'un meilleur futur.

– Katherine Hayhoe,  
The Nature Conservancy





## Mark Carney

Merci beaucoup! Catherine a volé ma blague. J'étais pour voler la blague de Catherine, mais elle l'a raconté beaucoup mieux que je ne l'aurais fait. Merci, Ryan, de nous avoir rassemblés ici et pour ton travail infatigable dans ce domaine. Merci à toi et tes collègues, Julie, d'autres, le sénateur Gignac, presque tout le monde dans cette salle, merci vraiment pour votre travail infatigable sur une question aussi cruciale.

Ce que je vais faire pendant le temps que j'ai est d'aborder trois points.

Premièrement, le rôle que la construction d'une économie durable peut avoir pour la revitalisation de la croissance économique tout en aidant à assurer l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Comme vient de le dire Katharine Hayhoe, si nous sommes des êtres humains, nous devrions nous soucier de cet enjeu. Deuxièmement, un concept clair : le temps des études est terminé, le temps des consultations est terminé. Il est temps de jeter les fondations d'un système financier durable ici au Canada. Le monde avance. Et cela nous amène au troisième point. La population canadienne mérite des résultats. Et c'est une base pour ces résultats, mais aussi la façon dont nous réussissons à obtenir ces résultats importe.

Le temps des études est terminé, le temps des consultations est terminé. Il est temps de jeter les fondations d'un système financier durable ici au Canada.

– **Mark Carney**,  
Envoyé spécial des Nations Unies  
pour l'action climatique et le financement

Donc, d'aborder les changements climatiques, comme vous le savez, comme nous le savons, comme les gens le sentent est une obligation morale de notre temps. C'est aussi la plus grande opportunité économique de notre temps. Et donc, tout comme nous abordons ce défi existentiel, nous devrions aussi saisir cette énorme opportunité.

Donc, avant que je parle de finance durable, laissez-moi vous donner un début d'évaluation honnête d'où nous nous situons. Nous vivons, et nous ressentons tout ceci de diverses façons, nous vivons dans une période d'insécurité, un moment charnière de l'histoire qui émane d'une série de crises, de crises en finance. Lorsque j'ai commencé à titre de gouverneur de la Banque du Canada, nous avions une crise financière, une crise en Europe, une crise en santé, une crise énergétique et une crise géopolitique. Et les enjeux de ces diverses crises sont énormes. C'est une charte du PIB mondial. Vous voyez la différence entre la ligne pointillée, qui était la voie sur laquelle nous étions, qui n'était pas une voie pleinement durable, mais c'était la voie sur laquelle nous étions, et la voie sur laquelle nous nous faisons pousser avec chacune de ces crises. La pente s'aplanit. La différence mesurée entre les deux voies sur un rythme annualisé est d'environ 40 billions de dollars avec un taux cumulatif de plus de 300 billions de dollars de PIB mondial perdus. Si vous vous demandez pourquoi les gouvernements, les ménages et les personnes sont sous pression, c'est une grande partie de la réponse : ces crises.

Au Canada, notre PIB réel par personne n'est toujours pas revenu à ses niveaux prépandémie. Mais bien sûr, les personnes ne regardent pas ces chiffres et ne font pas cette analyse. D'ailleurs, pourquoi le feraient-elles? Elles savent que c'est le cas, les enjeux sont plus immédiats, ils sont plus viscéraux. Les Canadiennes et Canadiens sont inquiets de leurs salaires, ils travaillent plus fort et plus longtemps, mais l'inflation signifie qu'ils perdent plutôt que de gagner. Les personnes sont inquiètes par rapport au coût du logement, que ce soit en raison des loyers qui montent en flèche ou des prix hypothécaires qui explosent. Et si vous êtes jeune, si vous n'avez pas de maison, la promesse d'en trouver une semble s'éloigner chaque jour. Et les gens sont inquiets à propos de leurs enfants et de leurs futurs.

Nous sommes toutes et tous anxieux, nous sommes inquiets – les Canadiens et Canadiennes sont inquiets à propos de leurs salaires, parce qu'après l'inflation, ils perdent du terrain, plutôt que d'avancer. Ils sont inquiets à propos de leurs enfants, de leurs futurs et de leurs maisons. C'est un monde dangereux qui change rapidement. Nous devons trouver une façon d'aider les gens à regagner de la confiance dans l'avenir. Nous devons faire face aux faits et adresser la réalité. Nous avons besoin d'aborder nos défis. Nous avons besoin de résultats qui donneront aux gens une raison de croire que le progrès est non seulement un objectif ambitieux, mais aussi atteignable et réaliste.

En effet, bâtir le futur doit être la mission qui mène tous nos efforts. C'est le temps de bâtir. C'est le temps de bâtir de la durabilité, mais avec cela, de la prospérité et des opportunités pour toutes et tous. Et notre plus grande opportunité, comme je l'ai dit il y



La construction d'une économie durable apportera un boum d'investissement sur plusieurs décennies après une pénurie de plusieurs décennies. Au Canada, les estimations suggèrent que plus de 50 milliards de dollars en investissements supplémentaires sont nécessaires, année après année, pendant des décennies, afin de créer un système financier durable. Et traiter des changements climatiques accroîtra la productivité de plusieurs façons, y compris au sein des chaînes de valeurs et par l'entremise d'innovations pour réduire l'intensité de l'énergie.

– **Mark Carney,**

Envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et le financement

a un moment, est de créer une économie durable. Je veux seulement faire un examen rapide de ce qui se passe autour du monde. La conversation précédente entre les deux Catherine y a fait allusion.

Autour du monde, des entrepreneurs, des innovateurs et des entreprises se concentrent de plus en plus sur l'énorme valeur qui peut être créée en résolvant ce problème existentiel. Les investissements dans l'énergie propre explosent, amenant la transition

énergétique à un point d'inflexion. Si vous êtes à l'arrière de la salle, la ligne horizontale est l'investissement moyen en énergie conventionnelle.

Les deux autres barres empilées sont l'investissement dans l'offre et la demande en énergie propre, qui est actuellement à 1,8 fois le niveau, ayant cru de 50 % au cours de la dernière année. Au cours des dernières années, les investissements mondiaux dans l'énergie solaire, les véhicules électriques, les thermopompes et les accumulateurs sont tous devenus paraboliques. Un investissement dans la capacité de fabrication fait irruption alors que de nouvelles chaînes d'approvisionnement durables, un sous-thème de ce discours, sont créées.

Et en se tournant vers la finance, alors que la décarbonisation devient un moteur principal de la compétitivité des

entreprises, si vous avez l'information, les primes d'inventaire intersectorielles pour les surperformants montent rapidement. Et ces entreprises qui passent de traînardes à cheffes de file (du côté gauche de ce diagramme) en matière de rendement carbone génèrent des surplus de bénéfices pour leurs parties prenantes. Au même moment, en même temps que toute cette valeur est créée, les risques d'actifs délaissés s'accroissent.

Il y a une décennie, j'étais parmi les personnes qui ont affirmé que 50 % des réserves pétrolières et gazières avérées du monde et plus de 90 % des réserves de charbon avérées doivent demeurer dans le sol si le monde souhaite limiter les augmentations de température à 1,5 degré. C'était alors une affirmation simple de la physique du climat. Le monde est maintenant orienté dans cette direction. L'IEA s'attend à ce que la demande pour les combustibles fossiles y compris le pétrole et le gaz atteigne un sommet au cours de cette décennie. Si vous examinez la différence entre la ligne du dessus, la ligne verte, et la ligne grise dans ce diagramme, c'est la différence entre leur prévision au cours des cinq dernières années pour la demande en gaz naturel. Il est clair que le carbone devient aussi un moteur de la compétitivité du pays. C'est un moteur de la croissance d'emploi et dans le futur, les grandes puissances seront des puissances vertes. Je crois que vous seriez d'accord que le Canada peut et doit être une grande puissance. La construction d'une économie durable apportera un boum d'investissement sur plusieurs décennies après une pénurie de plusieurs décennies.

Au Canada, les estimations suggèrent que plus de 50 milliards de dollars en



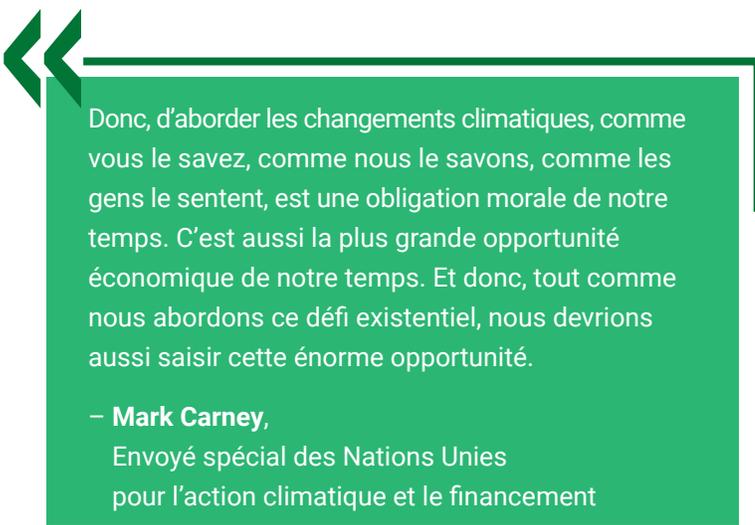
investissements supplémentaires sont nécessaires, année après année, pendant des décennies, afin de créer un système financier durable. Et traiter des changements climatiques accroîtra la productivité de plusieurs façons, y compris au sein des chaînes de valeurs et par l'entremise d'innovations pour réduire l'intensité de l'énergie.

Dans tous les domaines, le Canada peut être chef de file. Nous pouvons être le pilier dans les nouvelles chaînes de valeur durables qui sont créées dans presque toutes les industries. Nous pouvons consolider notre leadership dans de nouvelles industries, telles que l'IA, où l'un des prérequis est l'accès à des ressources informatiques à grande échelle et au nuage qui fonctionnent avec de l'énergie propre. Je peux vous dire qu'à partir de mon expérience de traitement avec les PDG de ces grandes entreprises que c'est un prérequis. Vous avez besoin d'énergie propre afin d'alimenter la révolution de l'information. Nous pouvons être la référence et un fournisseur de métaux et de minéraux essentiels dont un monde durable a besoin qui a un effet positif sur la nature et en tenant compte de notre expérience confirmée en innovation, nous pouvons devenir la superpuissance de l'énergie propre en fournissant des solutions qui varient de l'hydrogène à l'énergie nucléaire. Mais afin de mener, nous avons besoin d'un système financier durable afin d'avancer.

Et la révolution industrielle a été rendue possible par une révolution en finance. Vous avez gentiment suggéré que les gens avaient lu mon livre. Ce sera de vieilles nouvelles pour eux si c'est le cas. Je suis heureux de fournir un sommaire à toute personne intéressée par ce qui est alors arrivé. Le point est toutefois que parce que la révolution durable touche tous les aspects de notre économie, nous avons besoin de changements au moins aussi audacieux et étendus dans le système financier, et je vais passer le reste de mon temps à passer à travers ceux-ci.

La fondation est la divulgation claire, comparable et utile pour les décisions. Et à cette fin, il y a huit ans, lorsque Catherine commençait sa carrière politique à la COP21 à Paris, Mike Bloomberg et moi avons lancé le TCFD et par la suite livré les normes finales pour le sommet d'Hambourg en 2017. Au

cours des années suivantes, elles ont été adoptées par des milliers d'organisations, et nous avons pris l'approche volontaire autant que faire se peut. Nous avons lancé l'ISSB il y a donc deux ans ce mois-ci à Glasgow. Et Charles-Antoine est ici. Il était au cœur de celui-ci. Nous avons lancé l'ISSB afin de présenter une ligne de référence mondiale de normes fondées sur le TCFD. Ces normes, comme vous le savez, ont été finalisées. Elles ont été finalisées en juin. Elles sont maintenant appuyées par les régulateurs des marchés de valeurs mobilières du monde, IOSCO, FSB et de nombreuses instances — en passant, c'est l'histoire du TCFD — de nombreuses instances les mettent maintenant en œuvre. Elles ne font pas qu'en discuter, elles les mettent en œuvre de sorte qu'elles pourraient toucher plus de 100 000 entreprises à travers le monde d'ici la fin de l'an prochain.



Donc, d'aborder les changements climatiques, comme vous le savez, comme nous le savons, comme les gens le sentent, est une obligation morale de notre temps. C'est aussi la plus grande opportunité économique de notre temps. Et donc, tout comme nous abordons ce défi existentiel, nous devrions aussi saisir cette énorme opportunité.

– **Mark Carney**,  
Envoyé spécial des Nations Unies  
pour l'action climatique et le financement

Le monde passe donc du concept à la réalité en ce qui a trait à la divulgation. Où en sommes-nous? Nous travaillons sur ce dossier depuis des années. En 2019, le groupe d'experts et d'expertes sur la finance a publié son premier rapport, incluant une demande que les divulgations deviennent obligatoires. Il y a plus de 150 adeptes, incluant plusieurs de nos plus grandes entreprises, qui publient sur le TCFD. De grandes organisations du gouvernement canadien avec plus d'un milliard en actifs sont nécessaires pour rendre ces divulgations, et toutes les sociétés d'État devront produire des rapports selon le TCFD, d'ici 2024. Et le BSIF le met en œuvre pour les institutions financières fédérales.

Mais nos régulateurs des marchés de valeurs mobilières avancent avec plus de

prudence. Il y a deux ans, la CSA a publié un instrument national à des fins de commentaires selon la formule « se conformer ou s'expliquer », et elle a fait une consultation sur une solution de rechange qui exigerait uniquement de divulguer les émissions de type 1, une restriction qui, selon moi, ferait subir aux fournisseurs canadiens de capitaux et par extension, à nos économies et à notre main-d'œuvre des dommages non négligeables. Un des avantages des émissions de type 3 est qu'elle fait converger les intérêts des acheteurs et des fournisseurs pour réduire les empreintes carbone, ce qui aiderait à assurer notre place, notre position dans les chaînes de



C'est le temps de bâtir. C'est le temps de bâtir de la durabilité, mais avec cela, de la prospérité et des opportunités pour toutes et tous. Et notre plus grande opportunité, comme je l'ai dit il y a un moment, est de créer une économie durable.

– **Mark Carney,**  
Envoyé spécial des Nations Unies pour  
l'action climatique et le financement

valeur mondiales qui sont créées. La CSA révisé les normes de l'ISSB. Ses conclusions devraient être coordonnées avec le CCNID, possiblement aussi tard que 2026, pour une divulgation en 2027, même si le CAFD avait recommandé en février dernier la divulgation obligatoire pour s'aligner avec le SSB.

Mon opinion est qu'il sera bientôt trop tard pour la mise en œuvre de la divulgation climatique obligatoire. Le besoin a longtemps été reconnu, le monde avance et nous pourrions nous retrouver dans une situation où les entreprises canadiennes sont assujetties à une mosaïque de méthodes, incluant l'extraterritorialité de l'UE et de la Californie et plusieurs d'entre elles sont des entreprises qui ne font aucune divulgation. Cela ralentira les investissements, la création d'emploi et retiendra la compétitivité.

Je vais aller rapidement au deuxième élément, et Catherine McKenna a mentionné ceci dans ses commentaires. Le deuxième élément est la finance durable, ce qui signifie que vous avez besoin d'un plan, vous avez besoin d'un plan de transition pour faire partie de la solution. Les directives pour ces plans ont été fournies par la GFANS. Nous l'avons publié pour la COP27 l'an dernier. Nous réalisons actuellement des consultations sur des mises à jour des directives, incluant un complément à celles-ci : quelle est la réduction d'émissions prévue, ce qui aidera à démontrer le vrai impact de la finance de transition et qui aidera à amener les capitaux dans les secteurs difficiles à atteindre, qui sont nombreux dans notre économie.

Il y a une action volontaire et un vrai élan ici. Il y a plus de 200 institutions financières mondiales qui publient des plans de transition maintenant. Mais comme avec le TCFD, il

Il y a des limites à l'action volontaire. Il y a toujours des lacunes, il y a toujours des traînants et ils ne compensent pas complètement les champs d'intérêt de politiques publiques, particulièrement la transition juste. Nous avons donc besoin d'une approche légale et obligatoire. À l'extérieur du Canada, cet élan a lieu. Cela arrive beaucoup plus rapidement que ce ne fut le cas pour la divulgation, car nous avons beaucoup moins de temps. La Transition Plan Task Force du R.-U. a publié le mois dernier son cadre de divulgation final, qui sera obligatoire. Le Trésor des États-Unis vient d'annoncer ses principes fondés sur le cadre de la GFANS et un nombre grandissant d'instances que vous verrez à l'écran, incluant d'importants organismes de normalisation, qui appuient ceci, et j'aimerais attirer l'attention vers le travail du Financial Stability Board afin de coordonner l'uniformité entre les instances.

Et la question pour le Canada est de savoir quel rôle nous allons jouer dans cette coordination alors que nous n'avons pas d'approche commune. Le CAFD a publié sa feuille de route. C'était en septembre 2022, et je vous félicite, Kathy et l'ensemble des membres pour cela. Il a présenté 10 recommandations pour la transition de taxonomie financière et verte du Canada. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune réponse à ces recommandations.

Ce que je dis, c'est que le monde avance par rapport à la transition. Le Canada a une bonne, et je dirais même, une très bonne feuille de route. Nous avons besoin qu'une personne prenne le volant. La plomberie financière que je viens de présenter est essentielle pour créer une économie durable, et elle peut aider à faire du programme économique le programme de tout le monde. Nous pouvons créer et non à titre de gouvernement. Nous avons besoin de construire comme peuple, et cela signifie que de la croissance forte, durable et équilibrée doit être partout et tout à la fois. Maintenant, je vais terminer. Je vais terminer. Catherine a eu une minute de plus. Je vais terminer en soulignant quelques éléments. Nous reconnaissons que l'échelle de ce qui doit être fait est énorme. Cela touche tous les aspects de notre économie. Il y a d'énormes besoins de capitaux. Ceux-ci ne peuvent provenir du gouvernement.

Nous avons besoin que les gouvernements établissent des politiques crédibles et cohérentes. Elles doivent être ambitieuses. Elles doivent être appliquées équitablement et ensuite sur la fondation de la finance durable, le but de tout votre travail, le but de la discussion d'aujourd'hui, nous avons besoin que le capital puisse se déplacer vers les entreprises canadiennes, les entrepreneurs, les syndicats, les personnes, pour donner à nos enfants et petits-enfants l'avenir qu'ils et elles méritent et l'économie et la croissance économique dont nous avons besoin aujourd'hui.

Merci beaucoup.



**Mark Carney,  
Envoyé spécial des Nations Unies pour  
l'action climatique et le financement**



Sommaire et recommandations :  
Séances simultanées de l'après-midi

# Innovations en matière d'approvisionnement durable

---

## Panélistes

**L'hon. Anita Anand**, Présidente du Conseil  
du Trésor

**L'hon. Jean-Yves Duclos**, Ministre des  
Services publics et de l'Approvisionnement

**David LePage**, Buy Social Canada

**Aatif Baskanderi**, Northpine Foundation

**Tim Coldwell**, Chandos Construction

**Elizabeth Chick-Blount**, Buy Social Canada

**Jeff Cyr**, Raven Indigenous Capital  
Partners

L'approvisionnement durable transforme les stratégies traditionnelles d'approvisionnement en intégrant des préoccupations environnementales, sociales et éthiques dans le processus d'approvisionnement. Cette approche va au-delà du prix d'achat initial pour tenir compte du coût de l'ensemble du cycle de vie des produits et services, y compris leur impact environnemental et social. Ce changement est essentiel pour mettre en œuvre la finance durable alors qu'il assure que les décisions d'approvisionnement alignent les activités économiques avec les objectifs sociétaux et environnementaux.

Au cours de cette séance, les chefs de file de l'industrie et les autorités gouvernementales ont débattu l'idée de passer de l'approvisionnement centré

sur les coûts à celui orienté sur la valeur, et comment les préoccupations environnementales, sociales et culturelles sont prises en compte. Cet important changement de politiques, récemment fait en particulier par le gouvernement fédéral, exige des critères d'évaluation holistes qui englobent la durabilité et la valeur sociale dans le choix de fournisseur et la prestation du projet.

Les panélistes ont présenté l'engagement du gouvernement du Canada face à l'approvisionnement vert, marquant un geste central pour enchâsser les pratiques durables dans les contrats et le fonctionnement du gouvernement. Cette initiative établit des normes de l'industrie et stimule des changements sociétaux plus larges vers la durabilité. Les représentants du secteur de la construction et d'autres industries ont discuté des avantages de méthodes collectives de prestation de projet et de l'importance de la production de rapports transparents pour faire le suivi de l'efficacité des politiques d'approvisionnement durable.

Une orientation particulière était d'inclure les communautés autochtones et les entreprises sociales dans le processus d'approvisionnement, militant pour le développement économique, la création d'emploi et le bien-être communautaire par des résultats communautaires. La philanthropie de risque et les investissements stratégiques dans les initiatives d'impact social peuvent tirer profit d'une combinaison de capitaux philanthropiques, des investissements privés et du financement public pour mener et faire croître l'innovation.

Les panélistes ont appelé à une approche complète pour étendre l'approvisionnement durable et socialement responsable en mettant en place des politiques d'approvisionnement centrées sur les résultats et en coordonnant les rôles du gouvernement et du secteur privé.

La conversation s'est terminée avec un fort appui par rapport à l'action immédiate pour prioriser des pratiques d'approvisionnement durables qui feront progresser le changement systémique.

- D'autres paliers de gouvernement et le secteur privé devraient suivre l'exemple du gouvernement fédéral et le changement de la priorisation du prix le plus bas vers la meilleure valeur dans les décisions d'approvisionnement.
- Mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement vertes qui obligent de prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux.
- Exiger que les entrepreneurs et les sous-traitants divulguent leurs émissions de gaz à effet de serre et s'engagent par rapport à des pratiques écologiques et des modèles de projets collaboratifs, avec des conséquences claires pour la non-conformité.
- Améliorer la responsabilité du gouvernement en établissant des indicateurs clairs pour mesurer l'impact des politiques d'approvisionnement durable et en produisant régulièrement des rapports des résultats au public.
- Enlever les obstacles à la participation des entreprises sociales et aux entreprises autochtones dans les processus d'approvisionnement.
- Les fondations devraient adopter une approche plus près de la philanthropie de risque et des dotations pour l'impact social.
- Réserver un pourcentage des achats du gouvernement spécifiquement pour de l'approvisionnement orienté sur les résultats.
- Soutenir la création de capacité et la collaboration entre diverses parties prenantes, incluant le gouvernement, le secteur privé et les organisations sans but lucratif.



## Investir dans des systèmes alimentaires durables

---

### Panélistes

**Naomi Gichungu**, The Northpine Foundation

**Josephine Grey**, OASIS Foodhub

**Dr. Bahram Rashti**, UP Vertical Farms

**Dr. Alison Blay-Palmer**, Chaire UNESCO sur les études alimentaires, la biodiversité et la durabilité

**Laura Howard**, Collectif Récolte

**Linda Best**, FarmWorks Investment Co-operative

Les systèmes alimentaires durables priorisent la santé écologique, économique et sociale de la production alimentaire d'une communauté, se concentrant sur des pratiques qui sont saines en matière d'environnement, viables sur le plan économique et

socialement responsables. Elles assurent la sécurité alimentaire à long terme, améliorent la santé nutritionnelle et atténuent les impacts négatifs de la production alimentaire sur l'environnement. Pour ce secteur, la finance durable fournit le capital nécessaire pour la transition vers des pratiques qui assurent la résilience, la durabilité, l'équité au sein des systèmes alimentaires mondiaux, abordant les besoins immédiats et futurs des populations à travers le monde.

Dans cette séance, les experts ont abordé le besoin urgent de transformer le paysage alimentaire du Canada. Il y avait au cœur de cette conversation la reconnaissance que malgré le fait que la production alimentaire mondiale est suffisante pour 10 milliards de personnes, des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des diètes nutritives en raison des barrières d'abordabilité et des inefficacités systémiques. Un changement critique est nécessaire pour passer des systèmes alimentaires industrialisés et dominés par les entreprises vers des modèles localisés

durables au niveau écologique pour combattre les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'insécurité alimentaire.

Les pratiques agricoles innovatrices, incluant l'agriculture verticale à l'intérieur, présentent un plan pour la production alimentaire future tout en minimisant l'utilisation d'eau et de terre. De nouveaux modèles d'affaires durables en agriculture peuvent aussi favoriser les systèmes alimentaires locaux communautaires, mais les structures de soutien existantes et les mécanismes de financement initiaux doivent évoluer pour soutenir ces initiatives après leur lancement.

Les efforts communautaires dans les centres urbains, comme St. James Town à Toronto sont axés sur la livraison de nourriture saine et culturellement appropriée à des communautés marginalisées, prennent en considération les besoins alimentaires immédiats et militent pour les droits de la personne et la nécessité d'avoir des investissements publics dans les systèmes alimentaires résilients.

Les initiatives de finance communautaire telles que le fonds d'investissement en développement économique communautaire de la Nouvelle-Écosse FarmWorks sont des moyens pour autonomiser les agriculteurs et améliorer l'accès à des aliments cultivés localement et sains. Mais la réforme des politiques et le soutien financier sont nécessaires pour les pratiques et infrastructures agricoles durables qui peuvent favoriser l'autonomisation communautaire et l'inclusion de parties prenantes locales dans le processus de prise de décision.

En fin de compte, une transition vers des systèmes alimentaires écologiquement durables exigera des investissements dans des technologies agricoles efficaces et le développement de modèles financiers qui atténuent les risques. Les politiques qui encouragent la participation des jeunes en agriculture, qui soutiennent les pratiques innovatrices axées sur la durabilité et qui favorisent la croissance d'infrastructures qui renforcent la production et la distribution alimentaire régionale sont nécessaires.

- Investir dans le développement de technologies et de méthodes agricoles efficaces qui réduisent l'utilisation d'eau et de terre.
- Fournir du soutien financier et des conseils aux nouvelles entreprises agricoles durables, surtout celles axées sur les systèmes alimentaires locaux et qui ont des modèles collectifs, en utilisant des instruments financiers innovateurs qui partagent les risques entre les investisseurs et les initiatives alimentaires sur mesure pour les défis uniques de l'industrie.
- Réserver du financement gouvernemental pour développer des systèmes alimentaires résilients qui fournissent de la nourriture saine et culturellement appropriée, surtout dans les communautés marginalisées.
- Reproduire les modèles de fonds d'investissement communautaire pour stimuler la croissance et soutenir les entreprises alimentaires locales, accroître l'accès aux aliments cultivés localement et sains.
- Favoriser le développement de modèles d'affaires durables et de recensement efficace des impacts dans les projets alimentaires, adaptés aux défis et aux risques spécifiques du secteur alimentaire.
- Investir dans les réseaux alimentaires locaux multisectoriels pour améliorer la coordination de la production, la transformation et la distribution alimentaire régionale.



## Changements politiques pour une finance plus verte

### Panélistes

**Sénatrice Rosa Galvez**

**Nathan Fabian**, Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies

**Dr. Janis Sarra**, L'Initiative canadienne de droit climatique

**Julie Segal**, Environmental Defence

**Cat Abreu**, Groupe consultatif pour la carboneutralité

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

La transformation des systèmes financiers afin de promouvoir des investissements qui soutiennent la durabilité environnementale, surtout en matière d'atténuation des changements climatiques et l'atteinte des émissions carboneutres est déjà en cours. Mais les politiques, la législation et la

réglementation qui gouvernent ces systèmes doivent évoluer en conséquence pour que le secteur financier soit en mesure de contribuer de manière positive à la lutte contre les changements climatiques, d'aligner les investissements avec les objectifs durables et de faciliter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Dans cette discussion entre experts, il fut question de l'urgence que le cadre financier du Canada s'aligne avec ses engagements environnementaux et l'élaboration d'une stratégie économique globale centrée sur la durabilité fut revendiquée. Malgré un fort appui public pour des politiques de financement climatique améliorées, le Canada traîne derrière ses contreparties internationales, surtout en raison de son approche de « faible réglementation » du financement climatique. L'absence d'une politique de financement climatique cohésive incluant une taxonomie, des plans de transition détaillés et des normes de rendement

strictes pour guider efficacement et favoriser les investissements durables ne fournit pas la clarté et la certitude que les marchés recherchent.

La Corporate Sustainability Reporting Directive de l'UE et les lois de divulgation climatique de la Californie servent de modèles instructifs. Le financement climatique sera absolument essentiel pour atteindre les cibles de carboneutralité, dans le cadre d'un environnement d'investissement changeant avec une responsabilité et de la transparence accrue ainsi qu'une plus grande reconnaissance du rôle que jouent les municipalités dans la transition vers une économie à faibles émissions.

L'action législative sera nécessaire afin d'assurer la responsabilité climatique. S'il est adopté, le projet de loi S-243, la Loi sur la finance alignée sur le climat atténuerait les conflits d'intérêts au sein du secteur financier. Une gamme de mesures juridiques et législatives peut fournir une résilience améliorée à travers les fluctuations politiques pour soutenir la continuité dans l'action climatique.

La mise en œuvre immédiate de politiques et de réglementations financières vertes globales et fondées sur des données probantes permettra une transition efficace vers une économie durable et à faibles émissions.



- Mettre en œuvre une taxonomie pour guider les investissements de finance durable au Canada.
- Modifier la législation pour incorporer des plans de transition climatiques et des mesures de responsabilité pour définir des voies claires vers la réduction des émissions et l'alignement avec les objectifs climatiques.
- Adopter et imposer des réglementations de divulgation climatique globale pour assurer la transparence et la responsabilité.
- Inclure l'expertise climatique dans les organes de prise de décision dans le secteur financier pour améliorer la compréhension des impacts climatiques.
- Élaborer les politiques climatiques qui incluent intentionnellement des avantages sociaux positifs, tels que des résultats de santé améliorés et de la création d'emploi dans des industries durables.



## Sommaire et recommandations

# Séance plénière de l'après-midi : La finance durable

---

## Panélistes

**Kathy Bardswick**, Conseil d'action en matière de finance durable

**Matthew Seddon**, Sun Life

**Rob Wesseling**, Co-operators

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

**Carmen Velasquez**, Alberta Investment Management Corporation

**Barbara Zvan**, University Pension Plan

**Gildas Poissonnier**, Desjardins

## Sommaire

L'intégration de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les services financiers et les décisions en matière d'investissement est au cœur de la finance durable. Cette séance a présenté le rôle transformateur que joue la finance dans la transition vers une économie à faibles émissions, résiliente, durable et juste.

Depuis mai 2021, le Conseil d'action en matière de finance durable a rassemblé 25 institutions financières pour identifier des étapes pratiques qui feront progresser les pratiques de finance durable, dans des domaines tels que le traitement des données, les pratiques de divulgation,

l'affectation de capitaux et une taxonomie canadienne. Une taxonomie qui répond à des normes mondiales tout en reflétant le contexte unique du Canada peut positionner l'industrie et les entreprises de la finance pour la croissance. Les normes claires et cohérentes de divulgation sont aussi essentielles pour attirer les investissements et améliorer la position du Canada dans l'arène de la finance durable mondiale.

Il est temps d'aller au-delà des mesures volontaires de divulgation, des plafonds d'émissions et des cibles intérimaires. Les exigences obligatoires uniformiseront les règles du jeu, en fournissant la transparence et la responsabilité nécessaires pour faire progresser les objectifs de finance durable du Canada. Ces nouvelles exigences créeront des défis de conformité distincts pour les petites et moyennes entreprises et des politiques et des outils qui soutiennent ces entités dans leur transition seront nécessaires.

En tenant compte de la fréquence et de la sévérité croissante des catastrophes naturelles, les investissements en résilience et le financement de l'adaptation auront aussi une importance croissante.

La discussion s'est conclue par un appel uni pour l'action, qui mettait l'accent sur le besoin urgent de volonté politique pour faire progresser de façon efficace l'orientation claire fournie par le CAFD. La mise en œuvre rapide renforcera la compétitivité économique, améliorera l'équité sociale et la résilience environnementale et renforcera la prise de décision fondée sur des données probantes.

- Mettre en œuvre une taxonomie canadienne comme recommandé par le Conseil d'action en matière de finance durable qui est alignée avec les normes mondiales et ancrée dans les exigences fondées sur des données probantes, tout en abordant les défis et les opportunités uniques de la transition du pays.
- Bâtir du soutien pour la mise en œuvre de la taxonomie avec des communications efficaces avec toutes les parties prenantes, y compris le secteur financier, le public, les OSBL et les syndicats.
- Instaurer la divulgation obligatoire et les exigences en matière de plan transition pour les entités financières afin d'assurer la transparence et l'alignement avec les taxonomies, reconnaissant que la divulgation est essentielle pour la compétitivité économique.
- Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur transition, reconnaissant qu'elles pourraient manquer de ressources et de sensibilisation pour se conformer avec les exigences en matière de divulgation et de taxonomie.
- Accroître les investissements dans la résilience et les projets d'adaptation.
- Proposer des mécanismes pour que les villes émettent des bons, avec le soutien du gouvernement fédéral pour atténuer les risques et attirer le capital pour des infrastructures résilientes.
- Améliorer la fiabilité des données du TCFD, incluant l'information sur les dangers, les données liées aux actifs et la capacité adaptative de nos actifs.
- Mettre en œuvre l'atténuation parallèle, la transition, l'adaptation et les mesures des pertes et des dommages financiers.
- Créer des opportunités attrayantes sur un horizon à long terme et un environnement de certitude politique pour motiver les régimes de pension du Canada à ramener les capitaux au Canada.

# JOUR 2

## Remarques liminaires

L'hon. Premier ministre Justin Trudeau

## Panélistes

L'hon. Jenna Sudds, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

L'hon. Rechie Valdez, Ministre de la Petite Entreprise

Michael Toye, Réseau canadien de développement économique communautaire et Conseil consultatif sur l'innovation sociale

Antonella Noya, Organisation de coopération et de développement économiques

Derek Ballantyne, Boann Impact Social

Christelle François, Table des praticiens de l'investissement d'impact

Bernard Ndour, Fonds de finance sociale CAP Finance

Kelly Gauthier et Upkar Arora, Realize Capital Partners

## Séances simultanées du matin

### L'économie sociale autochtone et la réconciliation

Shady Hafez, Association nationale des Centres d'amitié

Dianne Roussin, Winnipeg Boldness Project

Carolann Harding, SmartICE

Alicia Buckley, Aboriginal Friendship Centres of Saskatchewan

### Communautés marginalisées et finance durable

Nikki Clarke, Chambre de commerce des Noirs du Canada

**Gurbeen Bhasin**, Aangen

**Grace Almendras-Castillo**, Gifftid

**Armstrong Murira**, Simmunome

## Logement abordable : nouvelles perspectives

**L'hon. Sean Fraser**, Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Andrea Nemtin**, Social Innovation Canada

**Isaac Olowolafe Jr.**, Dream Legacy Foundation

**Tim Ross**, Fédération de l'habitation coopérative du Canada

**Cheryll Case**, CP Planning

**amanuel melles**, Network for the Advancement of Black Communities

**Stéphan Corriveau**, Centre de transformation du logement communautaire

**Dr. Mike Moffatt**, National Housing Accord

## Diner et conférences : Le paysage de la finance sociale

**Jean-Marc Mangin**, Fondations Philanthropiques Canada

**Andrea Dicks**, Fondations communautaires du Canada

**Marc-André Blanchard**, Caisse de dépôt et placement du Québec

**Roger Beauchemin**, Addenda Capital et Association pour l'investissement responsable

**Sir Ronald Cohen**, Global Steering Group for Impact Investment

## Séances simultanées de l'après-midi

### Changements politiques pour un système financier durable plus inclusif

**Narinder Dhami**, Labo Pouvoirs Innovants

**Usha Srinivasan**, Brampton Venture Zone

**Isaac Olowolafe**, Dream Legacy Foundation

**Wils Theagene**, Caisse de dépôt et placement du Québec

# Mesure de l'impact et les Objectifs de développement durable

**Kate Ruff**, L'Approche commune de la mesure d'impact

**Alan Ehrlich**, International Association of Impact Assessment

**Namendra Anand**, Zero Emissions Innovation Centre

**Julie Greene**, Bureau du Conseil privé

# Vitrine des innovations en matière de finance sociale

**Tristan Smyth**, Warshield

**Kristi Fairholm Mader**, Thrive Impact Fund

**Brad Andrews**, UCeed

**Tim Stoate**, Efficiency Capital

**Graham Singh**, Fondation des Centres Trinité

**Claudia Hepburn**, Le Moulin Microcrédits

**Eoin Callen** et **Katy McIntyre**, Bloom Impact Capital

# Séance plénière de l'après-midi : Accélérer la mise en œuvre

**Ryan Turnbull**, Secrétaire parlementaire au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie et Député de Whitby

**Taylor Bachrach**, Député du NPD de Skeena-Bulkley Valley

**Michael Morrice**, Député du Parti Vert de Kitchener-Centre

**Monique Pausé**, Députée du Bloc Québécois de Repentigny

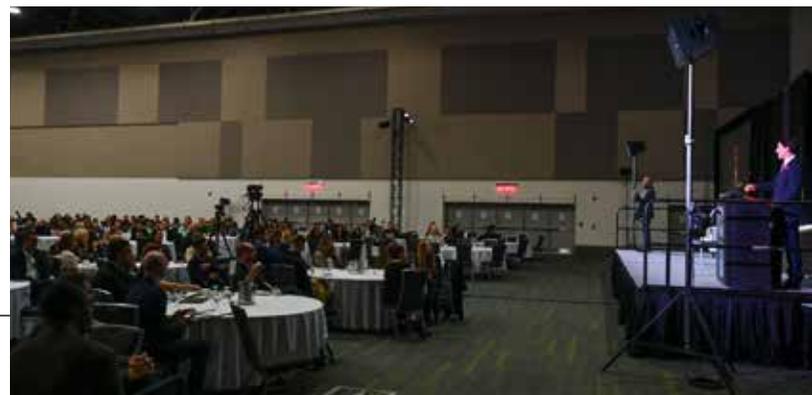
**Chef Dylan Whiteduck**, Kitigan Zibi Anishinabeg

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

**Graham Singh**, Fondation des Centres Trinité

**Caroline Brouillette**, Réseau Action Climat

**Michael Toye**, Conseil consultatif sur l'innovation sociale et Réseau canadien de développement économique communautaire





# Plénière d'ouverture : La finance sociale

---

## Discours de l'hon. Jenna Sudds, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

Bonjour. Et merci beaucoup, Mike pour cette gentille présence. C'est un plaisir d'être avec vous ici ce matin. Il sera difficile de faire aussi bien que le premier ministre, mais me voici.

Je vais donc, bien sûr, prendre un instant pour reconnaître que nous sommes rassemblés sur le territoire non cédé Anishinaabe Algonquin. C'est avec grand plaisir que je commence ma journée ici avec vous toutes et tous, et je souhaite saluer ma collègue, la ministre Valdez, ministre de la Petite Entreprise pour son incroyable travail afin de soutenir les petites et moyennes entreprises qui sont menées par des communautés mal desservies. Je dirais que nos dossiers respectifs sont très complémentaires dans notre rôle pour aborder les obstacles systémiques à l'obtention des capitaux auxquels font face plusieurs groupes en quête d'équité. Je veux aussi saluer, bien sûr, le député Ryan Turnbull, qui a, comme vous le savez toutes et tous, été une si grande force dans ce secteur et pour l'organisation de cette rencontre. Donc un grand merci à toi, Ryan, pour ton travail incroyable.

Je veux aussi remercier Antonella de l'OCDE pour sa contribution importante dans la croissance de l'économie sociale à l'échelle mondiale.

Notre gouvernement mobilise des capitaux pour favoriser une société plus inclusive et équitable par l'entremise de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, car la population canadienne veut des investissements dans des organisations qui font le bien. Les investissements qui permettent aux organisations à vocation sociale de faire croître et améliorer leurs impacts.

Les organisations comme Nourish Kitchens de 10C Shared Space, une cuisine qui aide à soutenir des femmes de diverses origines sociales et économiques à Guelph et dans le comté de Wellington afin de développer des initiatives alimentaires locales conçues pour créer plus d'opportunités économiques. Les fonds qu'elles ont reçus par l'entremise du Programme de préparation à l'investissement ont fourni du soutien sur mesure aux projets et aux micro-investissements pour soutenir ces femmes afin qu'elles réussissent dans leurs entreprises sociales. Nous soutenons les organisations à vocation sociale, y compris les organismes sans but lucratif, les organismes de bienfaisance, les entreprises sociales et les coopératives qui entreprennent du travail inestimable pour aborder nos plus gros défis sociaux, économiques et environnementaux.



Notre gouvernement mobilise du capital pour favoriser une société plus inclusive et équitable par l'entremise de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, car la population canadienne veut des investissements dans des organisations qui font le bien. Les investissements qui permettent aux organisations à vocation sociale de faire croître et améliorer leurs impacts.

– **L'hon. Jenna Sudds**,  
Ministre de la Famille, des Enfants  
et du Développement social

Nous travaillons ensemble afin d'enlever les obstacles, d'améliorer l'accès et de construire l'économie inclusive que nous croyons que les Canadiens et Canadiennes souhaitent. Et nous avons fait des progrès incroyables au cours de la dernière année. Nous avons nommé, comme Mike l'a mentionné, les membres du Conseil consultatif sur l'innovation sociale et je veux aussi remercier Mike qui est le président du Conseil consultatif sur l'innovation sociale. J'ai récemment rencontré le Conseil pour discuter de l'orientation du travail qu'ils entreprendront au cours des prochains mois, et c'était vraiment inspirant d'entendre parler de tout le travail qu'ils ont planifié pour les mois à venir. Aucune pression. Et leur soutien et leurs conseils stratégiques pendant que nous faisons ce travail ensemble sont incroyablement valables.

Nous avons officiellement lancé le Fonds de finance sociale et nous avons engagé tous les fonds du Programme de préparation à l'investissement pour débloquer de nouveaux potentiels à travers ce pays. Et avec ce financement du Programme de préparation à l'investissement, nous avons vraiment investi, et ce n'est pas pour corriger le premier ministre, mais nous avons investi dans 1 100 organisations à ce jour pour attaquer des enjeux tels que le logement, l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la crise climatique. Derek, Christelle, Bernard, Kelly, et Upkar sont aussi avec nous aujourd'hui au nom de trois gestionnaires de fonds du Fonds de finance sociale ou de grossistes.

Le Fonds de finance sociale est vraiment historique. Il fournit à la finance sociale et aux innovateurs de l'accès à du capital flexible à long terme auquel ils n'auraient pas

traditionnellement accès. Lorsque les organismes de bienfaisance, les OSBL et les entreprises sociales ont accès à des capitaux et des investissements, ils peuvent promouvoir des solutions inclusives qui ont un impact réel dans leurs communautés.

Je suis donc ravie de partager que les gestionnaires de fonds sont dans le processus de sélectionner des investissements, ce qui signifie qu'ils auront de bonnes nouvelles, je sais, dans un avenir proche à partager avec nous toutes et tous. Et je suis fière que nous ayons conçu les éléments clés du fonds dans une optique d'équité sociale. Un minimum de 35 pour cent des



Le Fonds de finance sociale est vraiment historique. Il fournit à la finance sociale et aux innovateurs de l'accès à du capital flexible à long terme auquel ils n'auraient pas traditionnellement accès. Lorsque les organismes de bienfaisance, les OSBL et les entreprises sociales ont accès à des capitaux et des investissements, ils peuvent promouvoir des solutions inclusives qui ont un impact réel dans leurs communautés.

– **L'hon. Jenna Sudds,**  
Ministre de la Famille, des Enfants  
et du Développement social

investissements est réservé pour des initiatives qui font la promotion d'une plus grande équité sociale. Cela inclut un minimum de 15 pour cent pour l'égalité de genre. Il y a aussi du travail en cours en collaboration avec les grossistes et des parties prenantes clés pour établir des seuils importants pour les investissements sociaux et en matière de genre. Il est important pour notre gouvernement de s'assurer que nos investissements génèrent des impacts sociaux profonds pour toute la population canadienne, que toute la population peut constater et ressentir.

La semaine dernière, j'avais l'opportunité de visiter Matthews House, de visiter la Furniture Bank ici à Ottawa. Ils servent plus de 18 000 membres de la communauté, incluant des personnes nouvellement arrivées au Canada, des personnes ayant survécu à la violence fondée sur le genre, des jeunes sans logements et plusieurs autres. Et le mois dernier, Matthews House Ottawa Refugee Services a accueilli 500 résidents dans son programme. Et ils ont changé les vies de milliers de personnes. Et avec leur financement du Programme de préparation à l'investissement, ils auront la capacité d'en aider des

milliers d'autres. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

TechSpark à Toronto est un autre exemple incroyable. TechSpark est une école de technologie et de design engagée à l'autonomisation d'enfants de couleur, de filles, de femmes, et de professeurs par l'éducation innovatrice, et qui travaille pour faire le pont pour les Canadiens et Canadiennes mal représentés afin de leur fournir des occasions de faire des contributions significatives à l'écosystème technologique du Canada. Il y a des centaines d'histoires comme celles-ci, à vrai dire, 1 100 histoires. Les organisations qui créent leur capacité pour soutenir leur communauté et des centaines de membres de la communauté qui reçoivent du soutien supplémentaire pendant certains des moments les plus difficiles de nos vies.

En dernier lieu, nous reconnaissons que la réconciliation économique est une étape importante vers la réconciliation autochtone. Nous sommes engagés à nous assurer que notre travail soutient et complète le vigoureux fonds social autochtone et l'écosystème de la finance sociale y compris par l'entremise du Indigenous Growth Fund de la NACCA. Bien sûr, il reste du travail à faire.

Mais nous sommes toutes et tous prêts à construire une économie et un Canada plus inclusif, un Canada qui ne laisse personne derrière. Nous sommes engagés dans le travail à venir, comme vous le savez toutes et tous. Je suis certaine qu'il y aura beaucoup plus d'occasions pour venir célébrer nos réussites collectives dans ce travail. J'ai hâte que notre excellent travail collaboratif avance pour faire croître le marché canadien prospère de la finance. Merci beaucoup.

Je suis ravie d'avoir du temps avec vous ici ce matin. Et j'espère que vous aimerez le reste du Forum. Merci beaucoup.



## L'hon. Jenna Sudds, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social



## Discours de l'hon. Rechie Valdez, Ministre de la Petite Entreprise

Bonjour tout le monde. Je suis tellement heureuse d'être ici avec vous tous et toutes en cette deuxième journée du Forum sur la finance durable.

Et c'est tellement agréable de me joindre au premier ministre et à ma collègue du cabinet, Jenna Suds, et à tous les incroyables propriétaires de petites entreprises et parties prenantes des affaires ici à Ottawa. Et je veux surtout remercier Ryan Turnbull pour l'organisation de cet incroyable événement, et pour son leadership afin de favoriser la finance durable ici, chez nous.



Il y a une citation que j'ai toujours crue et qui dit, vous ne pouvez pas changer le monde entier, pas le monde entier, mais la partie que vous touchez. Donc, Ryan, je te remercie pour ta vision. Chacun et chacune d'entre vous a réservé du temps dans sa vie mouvementée pour se rassembler parce que vous comprenez cette vision. Mon fils Kyle qui a 14 ans et moi sommes très passionnés par ceci comme vous pouvez le constater en ce moment. Et donc, merci, Ryan pour cette vision et de façon encore plus importante, de nous avoir rassemblés et de partager avec nous tous et toutes.

À titre de ministre de la Petite Entreprise, je connais l'importance de la durabilité pour la viabilité des petites entreprises à travers notre pays, surtout puisque nos petites entreprises ne sont pas petites. Elles composent 98 % de toutes les entreprises au Canada, et elles emploient 10 millions de Canadiennes et de Canadiens qui travaillent fort. Donc lorsqu'il y a des défis économiques, elles les ressentent. Demandez aux propriétaires de petites entreprises du Canada Atlantique leur

réaction lorsque l'ouragan Fiona a frappé en 2022. Ou à ceux en C.-B. où la saison des feux de forêt de l'été dernier a été la plus destructrice et la plus dispendieuse enregistrée à ce jour. Je suis certaine que vous vous rappelez toutes et tous les images saisissantes que nous avons vues sur les médias sociaux. Je me suis récemment rendue à Vancouver pour la semaine des petites entreprises, et j'ai entendu de première main comment ces feux de forêt ont eu des impacts durables sur les entreprises pendant ce qui est habituellement pour elles une saison estivale très occupée de voyageurs. Et c'est la raison pour laquelle la lutte contre les changements climatiques est aussi importante et que nous ne pouvons pas la faire seuls. Chaque personne dans cette salle, collectivement, est nécessaire pour être en mesure de mener cette lutte.

Les petites entreprises elles-mêmes sont aussi à l'avant-plan de la construction d'une économie plus durable et nous sommes là pour les soutenir. Notre gouvernement a investi plus de 600 millions de dollars par l'entremise de la Banque de développement pour faire croître les industries propres du Canada et créer des emplois. Nous avons aussi investi 50 millions de dollars dans l'Initiative de catalyse du capital de risque afin de tirer profit de financement privé et de développer des entreprises en démarrage des technologies propres à fort potentiel à travers le pays. Ces actions nous permettront de nous assurer que nos petites entreprises sont en mesure d'affronter les défis qu'apportent les changements climatiques.

Nous devons nous assurer que toutes les petites entreprises et que l'ensemble de la population canadienne se voit offrir des opportunités équitables. Lorsque nous construisons une économie qui fonctionne pour tous et toutes, nous contribuons à un avenir plus durable. C'est pourquoi l'inclusivité est au cœur de la stratégie de soutien aux petites entreprises de notre gouvernement. La ministre Sudds et moi-même menons d'importants efforts pour nous assurer que les propriétaires d'entreprises canadiennes qui entrent dans cet espace soient un reflet de notre société.

Lorsque nous construisons une économie qui fonctionne pour tous et toutes, nous contribuons à un avenir plus durable. C'est pourquoi l'inclusivité est au cœur de la stratégie de soutien aux petites entreprises de notre gouvernement.

— **L'hon. Rechie Valdez,**  
Ministre de la Petite Entreprise

Par exemple, même si elles constituent la moitié de la population, les femmes ne sont propriétaires que de 17 % des petites et moyennes entreprises du Canada. En 2018, nous avons décidé de changer cela. Nous avons lancé la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat ou SFE qui représente un investissement de 7 milliards de dollars et le premier programme en son genre dans l'histoire du Canada. Nous savons grâce à des recherches que de favoriser l'égalité des genres et de soutenir les femmes pourrait ajouter 150 milliards au PIB. Donc, comme l'a dit le premier ministre, soutenir les femmes n'est pas que la bonne chose à faire; c'est la chose intelligente à faire. Et SFE a largement contribué à cette réussite. À ce jour, notre investissement a aidé 22 000 entrepreneures d'un océan à l'autre. Et au cours de mes déplacements dans le cadre du mois de la petite entreprise en octobre, j'ai rencontré d'innombrables femmes qui ont démontré une gratitude extrême pour notre attention et notre dévouement à investir en elles. Nous avons aussi créé le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires et le premier Programme pour l'entrepreneuriat des communautés 2SLGBTQI+ au monde. En soutenant tout le monde, nous contribuerons à la croissance d'une économie plus durable et inclusive.

C'est encourageant, mais nous savons que nous n'en sommes qu'au tout début. Ces programmes se poursuivront pendant des années et continueront d'avoir des effets transformateurs sur ce que les Canadiens et Canadiennes provenant de groupes sous-représentés pensent de l'entrepreneuriat et sur leur choix de lancer ou non leurs propres entreprises. Et nous souhaitons que lorsqu'elles prendront cette décision fatidique, que les nombreuses autres initiatives menées par notre gouvernement les encourageront à entreprendre cette nouvelle entreprise de manière durable.

J'ai toujours été fier de mon origine philippine et de mon expérience de lancement et de gestion de ma propre entreprise. Avec ma dernière entreprise, mon but était de créer un café où tous mes ingrédients provenaient de fournisseurs locaux qui étaient écologiques et durables. Et vous savez, être une entrepreneure m'a donné une perspective tellement unique et je me rappelle avec vivacité les défis que j'ai rencontrés. La durabilité est tellement importante pour les petites entreprises et encore davantage pour celles qui sont gérées par des communautés sous-représentées. Il est donc essentiel que nous ouvrons la route.

Je vous remercie donc et j'espère que vous aurez tous et toutes une journée productive à ce Forum. Et la dernière chose que je vais dire est : C'est la deuxième journée. C'est la dernière journée de ce Forum. Vous avez entendu plusieurs personnes. Vous avez fait du réseautage aujourd'hui. Chaque personne tirera des idées incroyables de ce Forum. Laissez ces idées être une étincelle en vous dans chacun de vos domaines pour que vous puissiez la ramener là où vous êtes et continuer de revendiquer et de lutter pour les générations futures. Un grand merci d'être ici et merci beaucoup pour votre temps. Thank you very much.

**L'hon. Rechie Valdez,**  
**Ministre de la Petite Entreprise**



# Sommaire et recommandations

---

## Orateurs et oratrices

**L'hon. Jenna Sudds**, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

**L'hon. Rechie Valdez**, Ministre de la Petite Entreprise

**Antonella Noya**, Organisation de coopération et de développement économiques

**Derek Ballantyne**, Boann

**Christelle François**, Table des praticiens de l'investissement d'impact

**Bernard Ndour**, Fonds de finance sociale CAP Finance

**Kelly Gauthier et Upkar Arora**, Realize Capital Partners

## Sommaire

La finance sociale donne de nouvelles occasions pour que les organisations à vocation sociale qui abordent des enjeux urgents tels que la pauvreté, le logement, la sécurité alimentaire, la santé et la durabilité environnementale aient des impacts. En fournissant des capitaux de façons qui surmontent les obstacles traditionnels de l'accès au crédit ou à l'investissement, elle permet la croissance et peut amplifier les pratiques innovatrices qui émergent dans des communautés partout au pays. La finance sociale prend plusieurs formes, des initiatives communautaires comme les associations rotatives d'épargne et de crédit jusqu'aux institutions formelles telles que les fonds d'emprunt communautaire, les fonds d'investissement communautaire et les coopératives financières.

Les capitaux accessibles sont un élément clé d'un écosystème de politiques qui est

en croissance dans plusieurs pays pour soutenir l'économie sociale. Des histoires de réussites de pays comme l'Espagne, le Japon et le Brésil illustrent comment diverses stratégies nationales tirent profit avec succès de l'économie sociale dans le cadre de stratégies plus larges de développement économique.

Au Canada, des initiatives telles que le Fonds de finance sociale et le Programme de préparation à l'investissement sont les premiers éléments de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale fédérale. Plusieurs organisations à vocation sociale bénéficient déjà de ces programmes, comme Raw Carrot qui embauche des personnes qui vivent avec une incapacité physique ou une maladie mentale pour préparer des soupes gastronomiques.

L'annonce, plus tôt en 2023 des grossistes du Fonds de finance sociale, prépare le terrain pour les flux de capitaux dans les intermédiaires de la finance sociale qui feront des investissements dans des organisations à vocation sociale menées par une grande gamme de groupes qui méritent l'équité.

Toutefois, pour que la finance sociale réussisse, il est nécessaire d'avoir une approche intégrée. Sans changements réglementaires, sans accès au marché, sans création de capacité et sans sensibilisation et connaissances, la demande pour les capitaux sera limitée. Alors que le Fonds de finance sociale commence ses opérations, le besoin d'avoir des actions intersectorielles inscrites dans les cadres de l'OCDE et de l'ONU devient de plus en plus urgent.

- Compléter les capitaux accessibles fournis par le Fonds de finance sociale, mettre en œuvre des mesures coordonnées afin d'améliorer les conditions légales, réglementaires, d'accès au marché, de compétences, de données et de mesure d'impact pour les organisations à vocation sociale.
- Prioriser l'équité et l'inclusion en s'assurant que les initiatives de finance sociale contribuent de manière significative à l'égalité des genres et qu'elles soutiennent les communautés vulnérables et historiquement marginalisées.
- Favoriser le dialogue, la collaboration et la coordination entre le gouvernement, les intermédiaires et les organisations à vocation sociale de l'écosystème de la finance sociale afin de déployer avec succès les capitaux de finance sociale.
- Puiser dans les exemples internationaux, comme la recommandation du Conseil de l'OCDE et la résolution de l'Assemblée de l'Organisation des Nations unies ainsi que des stratégies nationales comme celles au Japon, en Espagne, au Portugal et au Brésil pour orienter et améliorer l'écosystème de finance sociale et d'économie sociale du Canada.
- Soutenir le développement de nouveaux instruments financiers et d'intermédiaires sur mesure pour divers besoins communautaires précis du secteur de la finance sociale.



## Séances simultanées du matin

# L'économie sociale autochtone et la réconciliation

## Panélistes

**Shady Hafez**, Association nationale des Centres d'amitié

**Dianne Roussin**, Winnipeg Boldness Project

**Carolann Harding**, SmartICE

**Alicia Buckley**, Aboriginal Friendship Centres of Saskatchewan

## Sommaire

L'économie sociale autochtone comprend une gamme d'initiatives, d'entreprises et de programmes menés par des autochtones et conçus pour créer une autosuffisance économique tout en préservant les valeurs et les pratiques culturelles. Elle se trouve à l'intersection du développement économique

autochtone et des objectifs plus larges de la réconciliation.

La réconciliation économique était un thème central de cette séance en mettant l'accent sur la nécessité d'aller au-delà de la simple reconnaissance à la restitution et au soutien pratique du développement économique autochtone. Alors que la réconciliation économique est un terme qui n'était pas accepté universellement, il y avait un terrain d'entente sur l'importance d'aborder les obstacles systémiques et d'assurer un accès équitable aux ressources pour les peuples autochtones. Cela exige un engagement authentique à long terme auprès des communautés autochtones, d'éviter les approches purement symboliques et de respecter la souveraineté des données.

Des initiatives telles que le cadre « Honoring Her Spark » conçu pour centrer les concepts de la sécurité économique et de la prospérité pour les femmes autochtones et les personnes de diverses

identités de genre, et le Winnipeg Boldness Project qui est axé sur des solutions menées par les autochtones aux défis systémiques, mettent l'accent sur l'importance des services ancrés dans la culture et l'intégration des connaissances traditionnelles avec des technologies modernes pour aborder des défis communautaires. L'application des connaissances autochtones et la traduction culturelle a été au cœur du succès de Smart Ice, une entreprise sociale sans but lucratif qui utilise une technologie de télédétection pour aider les communautés de l'Arctique à s'adapter

aux changements climatiques.

En s'appuyant sur les connaissances traditionnelles, l'économie sociale autochtone offre des approches communautaires et des pratiques organisationnelles qui abordent des obstacles systémiques pour une réconciliation économique authentique. Les politiques et les pratiques qui reconnaissent et honorent cette expertise, favorisant les solutions menées par des autochtones, bénéficieront aux Peuples autochtones et à la population canadienne en général.



- Aller au-delà des approches purement symboliques pour s'engager sincèrement auprès des communautés autochtones en construisant à long terme des relations respectueuses fondées sur une compréhension mutuelle et des objectifs partagés.
- Accroître le financement pour les organisations autochtones urbaines et développer des programmes sur mesure qui abordent les besoins uniques des communautés autochtones.
- Simplifier les processus de demande et de production de rapports pour les initiatives menées par des autochtones et réfléchir à des méthodes de production de rapports telles que les rapports vidéo ou oraux afin de tenir compte de diverses pratiques culturelles.
- Intégrer les connaissances autochtones traditionnelles, la sagesse des aînées et aînés et les processus de prise de décision communautaire à des technologies contemporaines, comme pour les initiatives d'adaptation aux changements climatiques.
- Défendre le droit des communautés autochtones à contrôler leur propre collecte de données, à en être propriétaires et à les utiliser.



## Communautés marginalisées et finance durable

---

### Panélistes

**Nikki Clarke**, Chambre de commerce des Noirs du Canada

**Gurbeen Bhasin**, Aangen

**Grace Almendras-Castillo**, Gifftid

**Armstrong Murira**, Simmunome

### Sommaire

La finance durable et la finance sociale jouent un rôle central pour aborder les défis uniques auxquels les communautés marginalisées font face et pour combler le fossé entre le développement économique et l'équité sociale. Les communautés marginalisées font souvent face à des obstacles importants pour accéder au capital et aux ressources, ce qui entrave leur potentiel d'innovation et de croissance. La finance durable et sociale peut offrir de nouvelles occasions d'accès adapté et plus équitable au capital et favoriser la croissance économique inclusive.

L'accès au capital est un obstacle constant pour les groupes marginalisés à la recherche de succès entrepreneurial. Mais l'amélioration de l'accès au capital doit faire partie d'un changement systémique de fourniture de finance et de financement qui inclut des réformes

d'approvisionnement, du mentorat, de la formation et des ressources sur mesure pour les entrepreneurs qui font face aux obstacles ayant trait à leur statut minoritaire, leur genre ou d'autres facteurs de discrimination et des investissements directs dans les solutions de première ligne axées sur les communautés.

Ce changement systémique représente des étapes vers un modèle économique inclusif qui favorise l'autonomie personnelle, soutient les pratiques d'affaires durables et cultive les écosystèmes de soutien communautaire. La technologie peut jouer un rôle dans la mise en œuvre et la mesure de telles initiatives, afin de s'assurer que le progrès

vers la durabilité et l'inclusivité peut être suivi avec précision et amplifié.

Dans le cadre de ce modèle économique inclusif, le revenu minimum garanti peut aider à stabiliser la base financière des personnes marginalisées, ainsi que les changements aux règles d'aide au revenu pour que les personnes à la recherche d'emplois ne perdent pas leurs avantages.

Pour que la promesse de la croissance économique inclusive se réalise, la finance durable et sociale doit être accessible pour les communautés marginalisées.

- Faciliter l'accès au financement et à la finance pour les entreprises en démarrage à vocation sociale, surtout celles issues de communautés marginalisées.
- Fournir du mentorat, de la formation et des ressources pour les entrepreneurs qui font face à des obstacles tels que les handicaps, le statut minoritaire ou les biais de genre.
- Réformer les politiques d'approvisionnement afin d'améliorer l'accessibilité pour les organisations à vocation sociale menées par les communautés marginalisées et qui les desservent.
- Améliorer la transparence des investissements gouvernementaux dans des entreprises sociales avec une meilleure production de rapports, des mesures et de la transparence y compris en tirant profit de la technologie numérique pour la planification, la mise en œuvre et la mesure de la durabilité et de l'impact des initiatives.





## Logement abordable : nouvelles perspectives

---

### Panélistes

**L'hon. Sean Fraser**, Ministre du Logement,  
de l'Infrastructure et des Collectivités

**Andrea Nemtin**, Social Innovation Canada

**Isaac Olowolafe Jr.**, Dream Legacy  
Foundation

**Tim Ross**, Fédération de l'habitation  
coopérative du Canada

**Cheryll Case**, CP Planning

**amanuel melles**, Network for the  
Advancement of Black Communities

**Stéphan Corriveau**, Centre de  
transformation du logement  
communautaire

**Dr. Mike Moffatt**, National Housing Accord

### Sommaire

La crise du logement du Canada est le résultat de défis à multiples aspects qui nécessitent des réponses innovatrices, incluant de nouveaux instruments financiers qui incorporent des obligations écologiques, économiques et sociales. L'appel urgent pour 6 millions de nouvelles maisons au cours des sept prochaines années souligne une lacune importante dans la disponibilité qui a un effet sur l'abordabilité, la cohésion communautaire et la durabilité environnementale.

De nouvelles méthodes de construction, y compris des technologies de construction avancées telles que la préfabrication modulaire et l'impression 3D ainsi que les matériaux durables révolutionnent la construction de logements. Ces approches améliorent non seulement la vitesse et la rentabilité de la construction de logements, elles contribuent aussi à la durabilité environnementale de nouvelles maisons.

Les logements coopératifs sont une solution éprouvée pour accroître les développements immobiliers abordables à l'aide de la finance sociale durable, avec des investissements tripartites du gouvernement, et des secteurs privé et coopératif. Un changement de la nature spéculative du marché immobilier actuel vers des pratiques plus stables et non spéculatives aiderait à démarchandiser une plus grande portion du marché immobilier. Ce changement exigerait du leadership politique et des réformes systémiques incluant de nouvelles réglementations.

Mais créer des logements abordables ne porte pas que sur la fourniture de logements. C'est aussi la fondation des communautés inclusives, saines et durables. De simplement créer davantage de logements ne résoudra pas les enjeux systémiques sous-jacents. Une approche fondée sur les droits de la personne au logement assure que les solutions de logement sont équitables et créent des

communautés inclusives où les gens peuvent s'épanouir et souhaitent vivre.

Les communautés des Premières Nations font face à des défis uniques et ont besoin d'investissements considérables dans des solutions de logement menées par les Premières Nations qui respectent leurs circonstances et droits précis. Les communautés noires ont fait face à des générations d'exclusion systémiques, mais s'organisent actuellement pour investir dans un centre technique de logement pour les Canadiens noirs qui favorisera la participation importante des communautés noires dans une gamme de solutions pertinentes. Indépendamment de la communauté, la représentation par les personnes les plus affectées dans le choix et la mise en œuvre de solutions est clé à leur pertinence et à leur succès.



- Faire la promotion de méthodes innovatrices de construction pour accroître la vitesse de construction, réduire les coûts et améliorer la durabilité.
- Développer et financer des solutions de logement conçues spécialement par les Premières Nations et menées par elles, et qui respectent leurs exigences uniques.
- Assurer la participation active des communautés, surtout des groupes noirs et racialisés, pour la création et la mise en œuvre de solutions de logement.
- Utiliser la finance sociale, les capitaux philanthropes, publics et privés dans de nouveaux modèles empilés ou des fonds renouvelables afin de rassembler les investissements nécessaires pour les nouveaux quartiers de logements qui engagent diverses parties prenantes.
- Rediriger le marché immobilier des pratiques spéculatives et non spéculatives pour assurer la stabilité à long terme et renforcer l'appui du gouvernement pour les logements qui ne sont pas sur le marché pour fournir des options de vie diverses et abordables.
- Intégrer le logement avec le développement communautaire général, en s'alignant avec d'autres services essentiels comme le transport en commun, les soins de santé et l'éducation.

Diner et conférence

# Le paysage de la finance sociale

## Panélistes

**Jean-Marc Mangin**, Fondations communautaires du Canada

**Andrea Dicks**, Fondations communautaires du Canada

**Marc-André Blanchard**, Caisse de dépôt et placement du Québec

**Roger Beauchemin**, Addenda Capital et Association pour l'investissement responsable



Les partenariats avec le gouvernement demeurent un facteur essentiel de succès afin de créer un marché de finance durable plus normalisé et prospère au Canada. Le gouvernement doit continuer d'aider à atténuer les risques des investissements, de soutenir des idées et des modèles innovateurs et pour être en mesure d'atteindre la croissance. C'est particulièrement vrai pour aborder notre crise de logements abordables et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Malgré de réelles contraintes fiscales, les partenariats avec les gouvernements et le déploiement créatif des capacités d'investissement demeurent les catalyseurs clés pour croître et attirer des investisseurs.

— **Jean-Marc Mangin**,  
Fondations communautaires du Canada





Par les efforts des fondations communautaires qui ont fortement appuyé dès le départ la finance sociale, ce que nous avons appris est que les capitaux philanthropes peuvent être plus agiles, ils peuvent être déployés plus rapidement et peuvent tolérer plus de risque... Les projets du Programme de préparation à l'investissement font tellement de bien. Ils réduisent la pauvreté rurale en créant des modèles rentables de production d'aliments locaux qui sont sains et qui produisent peu ou pas de déchets. Ils créent des logements abordables, permanents, soutenus par les communautés et écologiques. Ils fournissent des outils aux communautés marginalisées pour surmonter l'anxiété ancrée dans les soins adaptés à la culture. Et ils améliorent la sécurité alimentaire par des fermes verticales très locales, entre autres choses incroyables. Imaginez ce qui est possible lorsque les organisations qui travaillent sur ces défis ont des investissements pour croître et innover.

— **Andrea Dicks,**

Fondations communautaires du Canada



Les investisseurs ont besoin de clarté. Nous avons besoin de signaux clairs. Nous avons besoin de certitude. Et l'occasion est là. Il n'y a aucun doute. ... Il y a de gigantesques quantités de capitaux qui sont prêtes à être débloquées. Mais nous devons donner des signaux clairs. Et si nous faisons cela, nous pouvons vraiment débloquer ces capitaux et les intégrer, et nous pourrions vraiment réaliser de grands changements.

— **Roger Beauchemin,**

Addenda Capital et Association pour l'investissement responsable





## Discours de Marc-André Blanchard, Caisse de dépôt et placement du Québec

---

Nous, à la Caisse de dépôt et placement du Québec travaillons pour avoir un portefeuille propre d'ici 2050. Nous sommes l'un des premiers investisseurs institutionnels dans le monde à prendre cet engagement. Nous sommes reconnus autour du monde comme étant l'un des chefs de file dans le domaine des investissements durables.

L'an dernier, nous avons été les premiers au monde selon World Benchmarking Alliance dans le domaine des investissements durables. Nous sommes reconnus comme le fonds d'investissement de l'année, en particulier, à cause de notre leadership dans cette fonction. D'où cela vient-il? Pourquoi sommes-nous si ambitieux? Qu'est-ce qui nous fait croire qu'une institution comme la nôtre, que des investisseurs comme nous, avons un grand rôle à jouer dans la transition, que nous avons un grand rôle à jouer pour nous assurer que nous atteignons un monde plus durable? Bien, cela vient en grande partie de notre mandat.

Nous avons un double mandat. Nous avons un mandat face à nos déposants. Nous avons 46 déposants affiliés au gouvernement du Québec – des régimes d'assurance, des régimes de pension et ainsi de suite, donc environ 6 millions de Québécois et Québécoises s'attendent à ce qu'on leur fournisse une pension lorsqu'ils et elles prendront leur retraite. Et nous avons aussi un autre mandat.

Notre deuxième mandat est de contribuer au développement économique du Québec. Et c'est probablement d'où ça vient. Le matin, lorsque nous nous réveillons, nous pensons à nos déposants et aussi au Québec et à comment nous pouvons en faire davantage pour la province. Nous croyons que d'avoir des communautés fortes nous renforcera toutes et tous au Canada et au Québec, là où nous sommes surtout actifs.

Nous investissons dans 60 pays autour du monde. Nous avons près de 100 milliards de dollars en actifs. Près d'un quart de nos actifs sont investis ici au Canada. Et nous avons 48 milliards de dollars d'actifs qui sont écologiques. Nous avons un quart de nos actifs qui sont alignés avec la certification de la SBTi. Cela signifie qu'elles respectent la certification de transition. Nous travaillons donc beaucoup pour nous assurer que les capitaux que nous déployons sont constructifs. C'est notre slogan. Nous travaillons beaucoup pour nous assurer que les capitaux sont plus alignés avec le développement durable.

Bien, ce qu'Andrea et Jean-Marc ont dit était intéressant. Lorsque Andrea a demandé « sommes-nous figés dans nos vieilles façons de voir le monde »? Ce qui doit être fait n'a jamais été fait auparavant. Nous devons déplacer les capitaux comme nous ne l'avons jamais fait auparavant. Prenez n'importe quel numéro. En moyenne, c'est six fois plus que ce que nous faisons présentement. Dans certains domaines de durabilité des ODD, c'est plus. Si vous prenez le climat, nous devons en déplacer encore plus, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau international.

Lorsque j'ai été nommé par le premier ministre Trudeau pour être votre ambassadeur à l'ONU, j'avais ma première réunion avec l'ancien secrétaire général, Ban Ki-moon. Je me suis assis. J'étais un choix très surprenant pour me rendre à l'ONU puisque je provenais du secteur privé. Il a donc dit, Ambassadeur Blanchard, vous provenez du secteur privé. Nous sommes très heureux de vous voir, car nous avons une grosse tâche devant nous. Nous venons de nous entendre sur l'Accord de Paris. Nous venons de nous entendre sur les ODD. Et nous devons probablement déplacer plus de 7 billions de dollars en investissements autour du monde annuellement afin d'atteindre nos objectifs. Nous sommes tellement loin de l'objectif. Il dit, dans cet édifice, ils ne parlent que d'une part d'environ 150 milliards de dollars de ce montant. Tout le monde se dispute sur l'aide au développement outre-mer. Manifestement, ce n'est pas la réponse. Nous avons besoin de 7 billions de dollars, et les pays du monde parlent d'environ 150 milliards de dollars. Nous devons combler la lacune.

Lorsque je suis revenu à la mission, je pensais que j'avais une bonne tâche. Il m'a dit que je devais modifier les conversations à l'ONU sur ce sujet. Ce pourrait être un bon rôle pour le Canada. J'étais tellement heureux. Vous rencontrez le Secrétaire général pour la première fois, et il vous donne un mandat.

Comment faire mieux? Je suis arrivé à ma mission. Ils et elles m'ont regardé avec des faces déprimées. Ils et elles ont demandé : « Marc-André, es-tu fou? » Cela nous rendra tellement impopulaires, car tu parleras du secteur privé à l'ONU. Cela n'a jamais été fait auparavant.

Passez rapidement à quatre ans et demi plus tard lorsque je suis parti. J'étais le coprésident, à la demande d'Antonio Guterres, du sommet tenu au cœur de l'ouverture de l'Assemblée générale, un sommet pour une discussion entre le secteur privé et l'ONU.



What needs to be done has never been done before. We need to move capital like we have never done before.... So, let us all think about how we can get there together faster. Let us all think about how we can scale up blended finance this way.

– **Marc-André Blanchard**,  
Caisse de dépôt et placement  
du Québec

Tout le monde se bat pour entrer. Passez rapidement à quelques années plus tard. J'étais à l'ONU au même sommet. C'était quatre ans plus tard cette année.

La dernière fois, je le coprésidais. Maintenant, on se réfère à moi comme un expert et comme quelqu'un qui avait de l'argent dans ses poches. Vous savez, ça avait complètement changé. Les gens parlent de finance mixte comme si c'était la chose la plus conventionnelle – autant les gens de BlackRock que les gens des agences de l'ONU, tout comme toutes les personnes entre les deux. Nous ne sommes pas encore là. Les fonds sont loin de se déplacer aussi rapidement que c'est nécessaire. Mais nous devons le faire ensemble. Et c'est en essayant de nouvelles façons et en ne restant pas ancrés dans nos vieilles habitudes, comme Andrea l'a dit.

Je vais vous donner deux exemples où mon établissement a été très active. Le REM. Qui connaît le REM? Quelqu'un sait quelque chose à propos du REM? Vous devriez aller visiter Montréal et vous promener entre le centre-ville de Montréal et la Rive-Sud. C'est une chose merveilleuse, fantastique. Mais qui aurait pensé il y a dix ans qu'un établissement comme la CDPQ aurait conçu, développé, construit et opéré un train

léger. 67 kilomètres de train léger autour de Montréal. Le train léger le plus long au monde en service. Nous avons fait cela parce qu'il y avait de la confiance. Il y avait de la confiance entre la CDPQ, le gouvernement du Québec, la ville de Montréal, le gouvernement du Canada, Hydro-Québec, les municipalités qu'il traverse, et toutes les autres communautés. Et nous avons fait cela. Nous l'avons fait en six ans, je crois. Et cela contribue à réduire l'empreinte carbone de Montréal. C'est un mode exclusif de transport. C'est quelque chose qui aide à la densité des logements en cours de route. C'est une infrastructure très positive. Et ce n'est pas le rôle habituel d'un investisseur institutionnel de faire cela. Mais nous l'avons fait, et ça a pris de la confiance entre les parties. Cela a exigé d'y penser autrement. Et c'est ce que nous devons faire ensemble. Penser aux choses autrement. L'autre projet dont



nous parlons en ce moment est la transformation de l'hôpital Royal Victoria à Montréal afin d'en faire un établissement de première classe pour loger des étudiantes et des étudiants. Nous examinons la faisabilité de cela. Mais cela aura aussi besoin, encore, nous aurons besoin de pensée créative.

Et le secteur privé n'est pas habitué à travailler avec le gouvernement. Le secteur privé n'est pas habitué à travailler avec la philanthropie. Le secteur privé n'est pas habitué à travailler avec les organismes sans but lucratif. Et vice versa. Le gouvernement ne sait pas comment traiter avec nous la majorité du temps. Les ONG, pas vraiment. Et nous devons toutes et tous travailler ensemble. Pour moi, l'enjeu est la confiance. Et à un moment où nous avons du populisme, la confiance est difficile à obtenir. Tout ce dont

nous avons besoin pour travailler sur le changement de cap. Lorsque je suis devenu PDG de l'une des firmes d'avocat nationales du Canada, il y avait un client qui m'a dit, tu sais, Marc-André, rappelle-toi de toujours te mettre dans les chaussures de la personne devant toi lorsque tu gèreras tes partenaires et tout cela. C'était le meilleur conseil que l'on m'ait donné.

Il y a plusieurs sources de capital. Nous avons toutes et tous des attentes et des exigences différentes. Nous avons une responsabilité fiduciaire. À la CDPQ, 6 millions de personnes s'attendent à ce que nous leur fournissions une pension. Nous devons regarder nos rendements. De l'autre côté, cela nous a empêchés de faire des choix qui sont pour un meilleur alignement du capital avec le capital constructif et le développement durable.

Prenons donc le temps de réfléchir à la façon de nous rendre là ensemble plus rapidement. Réfléchissons à la façon dont nous pouvons amplifier la finance mixte de cette façon. Assurons-nous de tous et toutes penser différemment à propos du risque. Il y a un risque à ne rien faire. Il y a un risque avec le statu quo. Et c'est chacune et chacun de nous. Non seulement le secteur privé, mais les gouvernements, les ONG, les communautés, tout le monde. Nous devons évaluer le risque différemment de la manière dont nous l'avons fait. Je vous remercie vivement de m'avoir écouté.

Ce fut un privilège d'être ici. Merci.



But let us make sure we all think differently about risk. There's a risk in not doing anything. There's a risk with the status quo. And that is all of us.

– **Marc-André Blanchard**,  
Caisse de dépôt et placement du Québec



**Marc-André Blanchard,**  
**Caisse de dépôt et**  
**placement du Québec**



## Séances simultanées de l'après-midi

# Changements politiques pour un système financier durable plus inclusif

## Panélistes

**Narinder Dhami**, Labo Pouvoirs Innovants

**Usha Srinivasan**, Brampton Venture Zone

**Isaac Olowolafe**, Dream Legacy Foundation

**Wils Theagene**, Caisse de dépôt et placement du Québec

## Sommaire

Les systèmes financiers du Canada sont ancrés dans les inégalités historiques et l'exclusion systémique. La finance durable et sociale peut changer les politiques et la pratique vers une plus grande inclusivité pour que les communautés

sous-représentées aient un accès plus équitable à l'opportunité financière.

Investir dans les initiatives communautaires et favoriser les écosystèmes entrepreneuriaux adaptés sont des stratégies clés pour la croissance économique inclusive. Cela requiert un environnement où l'investissement centré sur la communauté et la croissance entrepreneuriale ne sont pas seulement encouragés, mais systématiquement soutenus à toutes les étapes du développement d'affaires. Pour les entrepreneurs issus des communautés historiquement négligées et sous-financées, le soutien institutionnel pour les entreprises en démarrage doit inclure du soutien durable tout au long de ces étapes et des modèles de financement qui vont au-delà des approches conventionnelles.

Les modèles qui réussissent comme Black Innovation Fellowship démontrent

le potentiel des partenariats entre les établissements d'enseignement, les gouvernements et le secteur privé pour cultiver les opportunités économiques inclusives. Les partenariats peuvent effectivement combler les lacunes pour les communautés sous-financées à l'aide de mentorat et d'alliances stratégiques de création de confiance et en facilitant l'accès au capital.

Dans la structure actuelle de financement et de politiques, plusieurs projets communautaires vacillent en raison du manque de soutien durable et le recours sur le financement à court terme. Surtout pour les communautés historiquement exclues, un changement vers des investissements à long terme et des politiques sur mesure pour les besoins uniques des communautés diverses sont nécessaires, reconnaissant que le développement durable exige plus que

simplement un apport financier, il exige des stratégies holistiques et adaptatives.

Une approche visionnaire pour développer un système financier inclusif, durable et réactif peut mieux aborder les défis uniques et les opportunités des diverses communautés. L'invitation aux responsables des politiques, au secteur privé et aux organisations communautaires est de collaborer à la création d'un paysage financier où la croissance et l'opportunité sont accessibles à tout le monde.

- Améliorer les soutiens offerts aux écosystèmes d'entreprises en démarrage par le soutien et le financement institutionnel, comme en renouvelant et en donnant de l'expansion au Programme de préparation à l'investissement, en assurant l'appui continu à toutes les étapes de développement des affaires et à la création de capacité continue pour les organisations à vocation sociale et les entreprises en démarrage.
- Passer des modèles de financement à court terme à des investissements à plus long terme qui assurent la durabilité des projets et des organisations communautaires.
- Développer des politiques qui tiennent compte de la nature multidimensionnelle des besoins communautaires en impliquant diverses parties prenantes dans les processus de création de politiques.
- Adopter une définition large des communautés sous-financées pour inclure divers aspects de la diversité comme le genre, l'ethnicité, la capacité, l'orientation sexuelle et le statut socioéconomique.
- Réformer les processus de décisions d'octroi de crédit pour les rendre plus inclusifs, pour permettre aux entrepreneurs avec un historique de crédit limité ou des expériences non traditionnelles d'accéder au capital.
- Inclure le mentorat et le soutien consultatif comme des composants clés des programmes de financement, surtout pour les entrepreneurs émergents et les leaders communautaires.



## Mesure de l'impact et les Objectifs de développement durable

### Panélistes

**Kate Ruff**, L'Approche commune de la mesure d'impact

**Alan Ehrlich**, International Association of Impact Assessment

**Namendra Anand**, Zero Emissions Innovation Centre

**Julie Greene**, Bureau du Conseil privé

### Sommaire

Le paysage de la mesure d'impact évolue rapidement et joue un rôle crucial pour diriger la finance durable afin d'atteindre les ODD de l'ONU. Comprendre les impacts tangibles des investissements et des initiatives sur les résultats sociaux et environnementaux est essentiel pour orienter la meilleure prise de décision,

assurant que les efforts financiers contribuent en réalité aux objectifs de durabilité mondiaux.

L'évolution des cadres de mesure d'impact a produit des méthodologies plus sophistiquées et une gamme plus large de normes pour divers buts et contextes.

Un nombre croissant de sources de données peuvent être utilisées comme indicateurs, incluant des taxes et des données ouvertes, des données administratives et l'environnement de dossiers liés. Les évaluations d'impacts environnementales et sociales ont aussi un rôle clé dans les processus politiques et de prise de décision. Intégrer des valeurs sociétales et appliquer des cadres rigoureux tels que la taxonomie de l'UE est nécessaire pour évaluer avec précision dans divers domaines.

Bien qu'il y ait eu du progrès dans diverses méthodes rigoureuses de mesure d'impact, un défi plus important

se situe dans le tissage de méthodologies variées pour en faire un cadre cohésif et interexploitable qui soutient une compréhension globale et de l'action vers l'atteinte des ODD.

En harmonisant des stratégies sophistiquées axées sur des contextes particuliers de mesure d'impact avec les ODD, les organisations peuvent s'assurer que leurs efforts contribuent de façon significative au développement durable, à la prise de décision équitable et au

bien-être à long terme des communautés. Cette approche s'aligne avec les objectifs de durabilité mondiale et ouvre la voie pour l'utilisation plus éclairée, efficace et responsable de la finance pour les objectifs sociaux et environnementaux, faisant ressortir la participation communautaire, la durabilité et la croissance inclusive.

- Adopter des stratégies de gestion adaptatives pour les évaluations d'impact, en se centrant sur le suivi, l'évaluation et la modification des approches en fonction de la rétroaction et des circonstances changeantes.
- S'efforcer d'atteindre un équilibre entre des méthodes rigoureuses et vérifiables de mesure d'impact et l'inclusivité de diverses méthodologies et perspectives.
- Travailler pour rendre différentes méthodologies de mesure d'impact interopérables afin de comprendre les impacts sur les ODD dans leur ensemble.
- Assurer l'inclusion des communautés locales et marginalisées dans les mesures d'impacts pour la prise de décision durable et équitable.
- Intégrer l'appréciation des ressources naturelles dans des modèles financiers pour assurer que les impacts environnementaux sont pris en compte adéquatement dans la prise de décision économique.
- Adopter une approche au niveau du système dans la conception de programme, particulièrement dans des secteurs comme l'action climatique pour considérer des impacts interconnectés et des implications à long terme.





## Vitrine des innovations en matière de finance durable

---

### Panélistes

**Tristan Smyth**, Warshield

**Kristi Fairholm Mader**, Thrive Impact Fund

**Brad Andrews**, UCeed

**Tim Stoate**, Efficiency Capital

**Graham Singh**, Fondation des Centres Trinité

**Claudia Hepburn**, Le Moulin Microcrédits

**Eoin Callen et Katy McIntyre**, Bloom Impact Capital

### Sommaire

Des innovations en finance sociale sont répandues à travers le Canada. Les communautés qui cherchent des solutions efficaces à des problèmes

complexes sont constamment en train de créer de nouvelles approches. En mettant en lumière ces approches innovatrices, des responsables politiques et des organisations sans but lucratif peuvent rassembler des perspectives sur de nouvelles stratégies pour canaliser les investissements de façons qui favorisent l'inclusivité, qui abordent les défis urgents et qui font la promotion de la durabilité à long terme. Cet échange de connaissances étend la portée et l'efficacité de la finance durable en multipliant son impact comme mécanisme pour de la transformation sociale et économique positive.

Un exemple, le Thrive Impact Fund en Colombie-Britannique priorise les investissements accessibles dans des secteurs et des communautés souvent négligés, faisant montre d'un engagement à favoriser la croissance durable. Les projets soutenus par ce fonds, comme une initiative de surcyclage pour les textiles et un programme d'analyse d'eau menée par la population,

illustrent comment des investissements stratégiques peuvent stimuler la durabilité environnementale et l'autonomisation communautaire.

Uceed Social Impact Fund est un accélérateur bien reconnu en Alberta qui vise à combler le manque de capitaux aux premiers stades pour les innovateurs et innovatrices. En visant spécifiquement à soutenir une gamme diverse d'entrepreneurs qui incluent des femmes, des personnes de couleur et des populations autochtones, le fonds incarne une approche inclusive à l'investissement qui cherche à démocratiser l'accès aux capitaux.

Le modèle unique « d'énergie comme un service » d'Efficiency Capital investi dans les rénovations énergétiques et les transformations d'édifices vers une consommation énergétique nette nulle. Cette approche combine du soutien financier avec de l'expertise technologique afin d'attaquer le défi important de réduire les émissions des édifices en offrant une solution holiste à un enjeu environnemental critique.

Windmill Microlending était au départ une innovation en financement

communautaire à Calgary, mais elle a depuis cru à l'échelle nationale afin d'investir dans les personnes réfugiées qualifiées, leur permettant de relancer leurs carrières professionnelles au Canada. Cette initiative met en lumière l'intersection entre la finance sociale et les efforts pour améliorer les moyens de subsistance individuels et répondre aux demandes critiques du marché du travail.

Ces exemples illustrent le paysage diversifié de la finance sociale où des modèles innovateurs et des investissements stratégiques créent des impacts sociaux et environnementaux importants. En mettant l'accent sur l'inclusivité, la durabilité et la croissance à long terme, les intermédiaires en matière de finance sociale offrent des leçons précieuses aux responsables politiques et aux OSBL qui cherchent à exploiter le pouvoir de la finance pour atteindre des objectifs sociaux et environnementaux. La séance s'est terminée avec un appel à l'action pour une collaboration accrue et du soutien plus important des initiatives de finance sociale, en reconnaissant leur rôle primordial dans la création d'une économie plus durable et juste.

- S'assurer que les politiques facilitent l'accès aux capitaux pour les secteurs et les communautés qui sont habituellement mal desservies par la finance traditionnelle.
- Fournir du financement et du soutien à la création de capacités aux intermédiaires de finance sociale dans le cadre d'un Programme de préparation à l'investissement revu et augmenté.
- Mettre en place des fonds soutenus par le gouvernement ou des incitatifs pour que les investissements privés combler les lacunes en matière de capitaux des premiers stades pour les personnes qui innovent et font de la recherche.
- Développer des cadres réglementaires qui imposent l'inclusion de mesures d'impacts sociaux, environnementaux et financiers dans les analyses d'investissements.
- Favoriser l'utilisation de finance mixte en combinant les subventions avec les investissements pour soutenir les projets avec de grands impacts sociaux et environnementaux qui pourraient ne pas être financièrement viables de leurs propres efforts.



Séance plénière de l'après-midi

# Accélérer la mise en œuvre

## Panélistes

**Ryan Turnbull**, Secrétaire parlementaire au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

**Taylor Bachrach**, Député de Skeena-Bulkley Valley

**Michael Morrice**, Député de Kitchener-Centre

**Monique Pauzé**, Députée de Repentigny

## Panélistes

**Graham Singh**, Fondation des Centres Trinité

**Caroline Brouillette**, Réseau Action Climat

**Chef Dylan Whiteduck**, Kitigan Zibi Anishinabeg

**Jonathan Fowlie**, Vancity Credit Union

**Michael Toye**, Réseau canadien de développement économique communautaire et Conseil consultatif sur l'innovation sociale

## Sommaire

Le Forum sur la finance durable 2023 a fourni un espace unique pour les discussions et les connexions intersectorielles, pavant la voie vers des dialogues ciblés portant sur des étapes concrètes pour renforcer un environnement politique qui permet que la finance durable et sociale soit popularisée.

Des députés et députées de quatre partis ont souligné l'importance de ces enjeux qui vont au-delà de la partisanerie. Des études en comités, des motions émanant de députées et de députés et des débats sont toutes des occasions de faire progresser la compréhension et le soutien pour l'action sur la finance durable et sociale au-delà des lignes de partis et avec le public. Mais la volonté politique et l'action concrète par le gouvernement sont ultimement ce qui est nécessaire. Et l'expression démocratique des électeurs et électrices qui contactent leur député ou députée et soutiennent des actes précis et des revendications par des organisations de la société civile peuvent avoir un effet important pour renforcer cette volonté politique.

Au cours des deux journées du Forum, des aspects clés de la finance sociale, de l'importance de taxonomies jusqu'à l'importance de la représentation de diverses communautés dans l'engagement et la prise de décision ont

clarifié le rôle catalyseur que la finance peut jouer pour faire croître une économie inclusive et durable. Pour que la finance joue ce rôle, des politiques publiques claires sont nécessaires.



À moins que nous réussissions à aligner le pouvoir du système financier du Canada dans la direction où nous souhaitons aller, afin que ce soit du vent dans le dos et qu'il ait un impact positif net pour atteindre l'objectif de faibles émissions... Nous ne rejoindrons pas cet endroit où nous savons que nous devons aller.

— **Taylor Bachrach,**  
Député de Skeena-Bulkley Valley

La croissance du Forum comparativement à l'année précédente et une large gamme de participantes et de participants a démontré clairement le soutien important de l'ensemble des acteurs du marché. De reconnaître le lien complexe entre la crise environnementale et l'équité sociale, la finance doit catalyser la transition économique qui ne néglige pas les besoins et les droits des communautés



Je suis vraiment encouragé par le fait que vous acceptiez de vous asseoir sur cette estrade et d'avoir des discussions difficiles, mais aussi de vous élever au-dessus des politiques partisanes lorsqu'il est question de choses comme de lutter contre les changements climatiques et lorsqu'il est question de choses comme de l'éradication du racisme et de l'inégalité de notre société et de faire face à des enjeux systémiques que nous vivons, dont la finance durable est une vraie partie de la solution. C'est un catalyseur pour les changements que nous souhaitons voir.

– **Ryan Turnbull**,  
Secrétaire parlementaire au ministre  
de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

les plus touchées.

Reconnaissant l'interdépendance des politiques sociales environnementales et économiques, les séances du Forum ont réitéré le besoin pour le développement clair de nouveaux outils financiers et de politiques publiques qui les accompagnent.

La finance durable aborde les défis environnementaux et sociaux immédiats et prépare le terrain pour un futur résilient, durable et équitable. Le Forum a mis la table pour des actions, de l'innovation et de la collaboration continues et s'est terminé avec un message fort : le temps pour l'action est maintenant.

- Accroître le financement et les ressources pour la finance durable et l'innovation sociale axés sur les avantages pour les communautés autochtones, les municipalités, les communautés marginalisées et les organisations à vocation sociale.
- Continuer de créer du soutien pour la finance durable, la finance sociale, la taxonomie et la divulgation au sein des parties prenantes, incluant le public.
- Renforcer le lien entre les enjeux environnementaux et sociaux en assurant une transition juste dans le secteur énergétique qui s'aligne avec les flux financiers.
- Améliorer la représentation dans les discussions sur la durabilité, surtout des communautés les plus affectées par des défis à l'intersection de l'environnement et de la société.
- Faire la promotion de l'action collaborative au Parlement, au-delà des lignes de parti, afin d'aborder de façon globale les changements climatiques.
- Bâtir sur les objectifs actuels en matière d'action climatique afin de prioriser une durabilité environnementale plus large dans les politiques financières et la réglementation.
- Cibler les solutions pratiques dans les politiques climatiques qui traitent de l'abordabilité et de l'inégalité économique.





forum  
**FINANCE**  
**Durable**  
1<sup>er</sup> & 2 NOVEMBRE 2023



Canadian  
CED Network  
Réseau canadien  
de DÉC



Ryan  
**TURNBULL**  
Member of Parliament for Whitby

**Vancity**  **Desjardins**

 **co-operators**

**ADDENDA**  
CAPITAL 

Participez au Forum sur la finance durable  
[forumfinancedurable.ca](http://forumfinancedurable.ca)